

CONSEIL DES MINISTRES
VINGT-QUATRIEME SESSION -ORDINAIRE
ADDIS-ABEBA, 14-21 FEVRIER 1975.

CM/618 (XXIV)
CM/618/Add.1(XXIV) à
CM/618/Add.XI(XXIV)



RAPPORT DU CONSEIL DES VERIFICATEURS EXTERNES,
POUR LA PERIODE ALLANT DU 1er JUIN AU 31 MAI 1974,
SUR LA COMPTABILITE DU :

| | |
|------------------------------|---------------------------------|
| (i) Secrétariat Général | - CM/618 (XXIV) & Annexes I à I |
| (ii) Bureau de Dar-es-Salaam | - CM/618/Add.I (XXIV) |
| (iii) Bureau de Lusaka | - CM/618/Add.II (XXIV) |
| (iv) Bureau de Conakry | - CM/618/Add.III (XXIV) |
| (*) Bureau de Lagos | - CM/618/Add.IV (XXIV) |
| (vi) Bureau de Niamey | - CM/618/Add.V (XXIV) |
| (vii) Bureau de Yaounde | - CM/618/Add.VI (XXIV) |
| (viii) Bureau de Bangui | - CM/618/Add.VII (XXIV) |
| (ix) Bureau de Kampala | - CM/618/Add.VIII (XXIV) |
| (x) Bureau de New York | - CM/618/Add.IX (XXIV) |
| (xi) Bureau de Genève | - CM/618/Add.X (XXIV) |
| (xii) Bureau de Nairobi | - CM/618/Add.XI (XXIV) |

Comité consultatif sur les Questions
budgétaires et financières

Vingtième session

Addis-Abéba, 16-20 décembre 1974

FBM/5 (XX)

EXAMEN DU RAPPORT DU CONSEIL DES VERIFICATEURS EXTERNES
SUR LA COMPTABILITE DE L'OUA POUR LA PERIODE ALLANT DU
1er JUIN 1973 AU 31 MAI 1974 ET LES OBSERVATIONS DU
SECRETARIAT GENERAL SUR CE RAPPORT

RAFFORT DU CONSEIL DES VERIFICATEURS EXTERNES
SUR LA COMPTABILITE DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE
FOUR LA PERIODE ALLANT DU 1er JUIN 1973 AU 31 MAI 1974

INTRODUCTION

La vérification de la comptabilité de l'Organisation de l'Unité Africaine est régie par l'Article IX Section 3 du Règlement Financier qui stipule :

" Le Conseil des Ministres institue un Conseil des experts comptables comprenant cinq experts désignés par des Gouvernements membres pour procéder à la vérification extérieure de la comptabilité de l'Organisation y compris les comptes de fidei commis et les comptes spéciaux. Le Conseil des experts comptables, outre l'homologation de la comptabilité, est habilité à formuler toutes observations qu'il juge nécessaire au sujet de l'efficacité des méthodes financières, du système de comptabilité, des contrôles financiers internes et, d'une manière générale, des conséquences des usages administratifs. De toute manière, le Conseil des experts comptables doit permettre au Secrétariat de s'expliquer à propos de toute question faisant l'objet d'une observation avant de formuler des critiques dans son rapport de vérification des comptes destiné au Conseil des Ministres".

2. Conformément à ce mandat, Nous, le Conseil des Vérificateurs Externes, avons examiné la comptabilité de l'Organisation de l'Unité Africaine pour l'exercice financier allant du 1er Juin 1973 au 31 Mai 1974 et certifions que la comptabilité est correcte sous réserve des observations que nous faisons dans le présent rapport.

3. Le rapport comprend un rapport principal sur la comptabilité du Secrétariat général et des rapports distincts sur la comptabilité des bureaux régionaux et sous-régionaux suivants :

- I. Le Comité de Coordination pour la Libération de l'Afrique,
Dar-es-Salam
- II. Le Bureau sous-régional du Comité de Coordination pour la
Libération de l'Afrique, Lusaka

- III. Le Bureau sous-régional du Comité de Coordination pour la Libération de l'Afrique, Conakry
- IV. La Commission Scientifique de la Technique et la Recherche, Lagos
- V. Le Bureau des Publications, Niamey
- VI. Le Conseil Phytosanitaire Interafricain, Yaoundé
- VII. Le Bureau Interafricain des Sols, Bangui
- VIII. Le Bureau Interafricain de Linguistique, Kampala
- IX. Le Bureau du Groupe Africain aux Nations Unies.
- X. Le Bureau de l'OUA à Genève
- XI. Le Bureau Interafricain des Ressources Animales, Nairobi

4. Le Conseil des Vérificateurs est composé de représentants des pays suivants élus : Burundi, République Centrafricaine, Ghana, Libye, Mauritanie et Haute-Volta. Toutefois pour l'exécution du programme 1973/74 de vérification de la comptabilité de l'Organisation, seuls les représentants du Ghana, du Burundi, de la Libye et de la République Centrafricaine ont été présents pendant toute la période de vérification. Les représentants de la République Centrafricaine et de la Libye participaient aux travaux du Conseil des Vérificateurs Externes pour la première fois. S'agissant des autres membres, le représentant de la Mauritanie est arrivé deux semaines avant la date fixée, a passé deux jours à Lagos, 5 jours à Addis Abéba alors que le représentant de la Haute-Volta n'est pas venu, bien que le Secrétariat affirme lui avoir envoyé un billet d'avion. Ces informations montrent les circonstances dans lesquelles la vérification de la comptabilité de l'Organisation a été effectuée.

RAPPORT SUR LA COMPTABILITE DU SECRETARIAT

GENERAL POUR LA PERIODE ALLANT DU 1er JUIN 1973 AU 31 MAI 1974

INTRODUCTION

5. La comptabilité du Secrétariat Général a été vérifiée par les représentants du Burundi, du Ghana, de la Libye et de la République Centrafricaine, du 8 au 28 Novembre 1974. Comme dans le passé l'entrave majeure à une vérification correcte de cette comptabilité a été l'absence de versions françaises et arabe des documents nécessaires. Etant donné qu'il n'y avait que quatre membres du Conseil, certaines des opérations ont été examinées par échantillonnage.

6. Fortée de la Vérification: Les écritures suivantes ont été examinées :

- i) Le Journal de la Caisse.
- ii) Les Relevés Bancaires Consolidés.
- iii) Les Bordereaux de Recettes et de Paiement.
- iv) La Comptabilité de la Petite Caisse.
- v) Les Livres et Fiches de Contributions.
- vi) Les Fiches de Dépenses.
- vii) Le Livre de Contrôle du Budget.
- viii) Le Livre des Avances à Recouvrer.
- ix) Les Ecritures de la Caisse de Retraite et des Prestations de Sécurité Sociale.
- x) L'inventaire du Magasin

7. Etat de la Comptabilité : Dans l'ensemble, la comptabilité s'est améliorée par rapport à l'année précédente. De toute évidence, des efforts sérieux ont été faits pour réduire les erreurs des comptabilités des années précédentes.

Néanmoins, nous soulignons ci-après des erreurs mineurs auxquelles il faudrait apporter un remède.

8. Ecritures dans le Journal : Plusieurs Codes ont été omis de la colonne des codes du Journal. Nous recommandons qu'une ventilation code par code de toutes les dépenses soit effectuée dans le Journal afin de faciliter une comparaison avec les divers livres.

9. Frais d'opérations bancaires : Nous avons remarqué que les frais d'opérations bancaires sont portés sur le même Bordereau de paiement DV 207/5 que les frais de transfert bancaire. Nous suggérons que pour éviter toute confusion, les frais d'opération bancaire (y compris les coûts des carnets de chèques) soient portés sur un bordereau de paiement séparé.

10. Relevés financiers : Les relevés financiers suivants sont joints en annexes à ce rapport :

- i) Relevé des contributions dues au titre du Budget 1973/74 et arriérés pour cette période - Annexe I
- ii) Relevé de toutes les contributions encore dues - Annexe I (a)
- iii) Relevé des contributions versées au 31 Mai 1974 au Fonds Spécial d'Assistance à la Guinée Bissao - Annexe II.
- iv) Relevé des crédits ouverts, dépenses, obligations et soldes pour l'année se terminant le 31 Mai 1974 - Annexe III.
- v) Bilan au 31 Mai 1974 - Annexe IV.

RECETTES

11. Contributions : L'examen des contributions des Etats membres est souvent rendu plus difficile par les paiements effectués au titre des années précédentes, en plus des paiements au titre de la période faisant l'objet de la vérification. Pendant l'exercice financier 1973/74 par exemple, les contributions reçues par l'OUA s'élevaient à 3.808.015,73 dollars EU dont 3.162.747,16 dollars EU seulement au titre de contributions au Budget 1973/74. Le solde de 645.268,57 dollars EU représentant des arriérés de contributions d'années précédentes.

| | | |
|-----------------------------------|-------------------|------------|
| Contribution au Budget 1970/71 | 18.044,90 | dollars EU |
| Contribution au Budget 1971/72 | 29.428,97 | " " |
| Contribution au Budget 1972/73 | 340.011,45 | " " |
| Contribution au cas de la Namibie | 35.958,03 | " " |
| Contribution à la CMCA | 3.063,95 | " " |
| Contribution au budget 1974/75 | 107.761,00 | " " |
| Excédents de paiement | 111.000,27 | " " |
| | <u>645.268,57</u> | dollars EU |
| | ===== | |

La comptabilité des contributions aurait été plus facile si les Etats membres respectaient les dates de paiement fixées au terme de l'article 19, Section II sur les Fonctions et Règlement du Secrétariat Général (Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine).

12. Le montant total de 3.294.788,82 dollars EU des contributions versées au Budget 1973/74, est inférieur au total des contributions dues qui s'élève à 4.545.737 dollars EU de 1.250.948,18. Ainsi seuls 72,46% du Budget ont été reçus. L'on peut être tenté d'attribuer cette différence au fait que les six Etats membres affectés par la sécheresse ont été exonérés de leurs contributions conformément à une décision de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement lors de sa 10ème Session Ordinaire en Mai 1973. Toutefois les registres montrent que le total des exonérations des six pays sahéliens s'élève à 438.209,05 se répartissant comme suit :

| | | |
|-------------|-------------------|------------|
| Tchad | 52.730,55 | Dollars EU |
| Mali | 63.640,32 | " |
| Mauritanie | 76.368,38 | " |
| Niger | 57.730,86 | " |
| Sénégal | 145.918,16 | " |
| Haute-Volta | 41.820,78 | " |
| | <u>438.209,05</u> | Dollars EU |
| | ===== | |

Donc à y regarder de plus près, l'on peut se rendre compte que la différence sus mentionnée tient beaucoup plus au fait que les Etats membres n'honorent pas leurs obligations. Et c'est là un problème très grave. Par conséquent nous lançons un appel aux organes politiques de l'Organisation pour qu'ils puissent trouver une solution à ce problème. Nous recommandons aussi qu'un document spécial sur cette question soit présenté par le Secrétaire Général Administratif au Conseil des Ministres.

13. Assistance financière à la Guinée Bissao : Le cas de l'assistance de la Guinée Bissao constitue encore un cas d'indifférence des Etats membres aux décisions des organes politiques. Lors de sa 5ème Session Ordinaire à Conakry, en Guinée, la Commission de Défense de l'OUA a recommandé et le Comité Consultatif sur les Questions Budgétaires et Financières a approuvé le paiement d'une somme de 438.600 dollars EU au nouvel Etat de la Guinée Bissao pour l'aider à consolider son indépendance. La somme devait être constituée de contributions de la part des 44 Etats membres sur la base de barème de contributions en vigueur. Le relevé joint en annexe II à ce document montre qu'au 31 Mai 1974 seuls 7 Etats membres avaient répondu à l'appel et contribué au montant de 85.954,98 sur les 438.600 Dollars EU nécessaires.

14. Recettes diverses : Les recettes qui ont fait l'objet d'écritures comptables pour 1973/74 sont les suivantes

| | |
|---|---------------------|
| Intérêts sur les prêts pour achat de voiture | 2.575,39 dollars EU |
| Vente de mobilier et de matériel | 531,40 " |
| Remboursement de billets d'avion non utilisés | 505,58 " |
| Remboursement partiel par Ethio-International | 403,10 " |
| Remboursement de boissons prêtées | 81,43 " |
| | <hr/> |
| | 4.116,90 dollars EU |
| | ===== |

DEPENSES

15. Crédits ouverts : Les crédits ouverts pour le Secrétariat Général s'élevaient à 2, 895.231, 00 Dollars EU pour l'exercice financier 1973/74. Les dépenses du Secrétariat y compris les obligations se sont élevées à 3.053.409, 39 soit un dépassement de 158.178, 39 dollars EU dont une somme de 139.192, 00 a été approuvée par le Comité Consultatif. Les chapitres où les dépassements les plus importants ont été effectués sont les suivants :

| <u>Code</u> | <u>Libellé</u> | <u>Crédits ouverts</u> <u>US \$</u> | <u>Dépenses dol. EU</u> <u>US \$</u> | <u>Dépasse- ment</u> <u>US \$</u> |
|-------------|--|--|---|--|
| 100 (a) | Ajustement du fait de la dévaluation du dollar EU | 78.420, 00 | 271.229, 94 | 192.809, 94 |
| 201 | Voyage pour congé dans les foyers ou lors de la cessation de service | 40.616, 00 | 91.022, 01 | 50.406, 01 |
| 213 | Indemnité de poste | 48.176, 00 | 103.794, 51 | 75.618, 51 |
| 300-310 | Voyage du personnel en mission officielle | 100.000, 00 | 151.382, 28 | 51.382, 28 |
| 500 | Télégrammes | 30.000, 00 | 142.803, 46 | 112.803, 46 |

Nous ne pouvons manquer de faire des observations sur trois des chapitres ci-dessus, étant donné qu'il s'agit de chapitres mal contrôlés dans le passé.

16. Voyage lors des congés dans les foyers ou lors de la cessation de service : Afin de veiller à ce que les membres du personnel qui reçoivent un billet d'avion à l'occasion de leurs congés dans les foyers se rendent effectivement dans leurs pays, nous recommandons que le Secrétariat insiste pour que les fonctionnaires à leur retour remettent les souches de leurs billets et celles de leur famille et que ces souches soient jointes aux bordereaux de paiement.

17. Voyage du personnel en mission officielle : Il semble qu'il n'a pas été très facile pour le Secrétariat d'exercer un contrôle strict sur ce chapitre, étant donné que des dépassements ont été régulièrement effectués lors des années précédentes et ce en dépit des observations que nous avons faites sur la question dans nos rapports précédents. Ainsi, durant l'année sous examen, la somme de 10.077,12 dollars a été payée de ce code pour affréter un avion pour l'ancien Secrétaire Général qui devait se rendre de Lusaka/Dar-es-Salam/Bujumbura/Coma/Kigali/Bujumbura/Kigali/Addis Abéba. Pour assurer un contrôle strict sur ce code, nous recommandons que les crédits ouverts pour ce code soient gelés et que les dépenses au titre de ce code ne soient encourues qu'avec l'autorisation spécifique des membres résidents du Comité Consultatif sur les Questions Budgétaires et Financières. Le Secrétariat Général et le Comité Consultatif pourront mettre au point les modalités d'application de cette mesure.

18. Télégrammes : Les dépenses en télégrammes ont été très importantes et continuent d'augmenter en dépit du fait que le Secrétariat de l'OUA a un telex. Dans de telles circonstances il est difficile de ne pas arriver à la conclusion que le Secrétariat n'exploite pas assez le telex. Nous recommandons donc que tous les messages partant du Secrétariat soient envoyés par telex exceptés ceux qui pour une raison ou une autre doivent être envoyés par télégrammes. La décision relative au mode de transmission des messages doit être prise au niveau le plus élevé possible.

19. Obligation de fonds : L'article 2 de la Section IV du Règlement Financier stipule :

" Les crédits sont disponibles pour les obligations correspondantes pendant l'exercice financier auquel ils se rapportent. Ils restent disponibles pendant les douze mois qui suivent la fin de l'exercice auquel ils se rapportent dans la mesure où ils sont nécessaires pour remplir des obligations associées à des fournitures livrées ou à des services rendus dans le courant de l'exercice financier pour liquider toutes les autres obligations légales afférentes à l'exercice".

Cette disposition a été très mal interprétée par presque tous les départements du Secrétariat et ce faisant des fonds ont été immobilisés au titre d'obligations,

alors qu'aucun engagement n'avait été pris. L'objectif semble être de gonfler les fonds disponibles à utiliser pour l'exercice financier suivant. Il n'est pas besoin de dire que cette pratique a dans une large mesure contribué aux dépassements enregistrés à certains chapitres. Par conséquent nous jugeons utile de recommander qu'à l'avenir toutes les obligations du Secrétariat Général et des Bureaux Régionaux fassent l'objet d'une justification par la présentation d'un document prouvant que les marchandises ont été livrées ou les services rendus ou en tout cas qu'un engagement définitif a été juridiquement contracté. Autrement l'immobilisation de fonds à ce titre ne doit pas être permise. Toujours dans ce contexte, nous recommandons que toutes les obligations qui doivent être honorées pour l'exercice financier 1973/74 soient sujettes à la vérification que nous proposons ci-dessus.

20. En ce qui concerne le gonflement suspecté des propositions budgétaires nous citons ci-dessous un relevé comparatif des dépenses et des propositions budgétaires, qui peut être très intéressant pour les organes politiques.

| Code | Dépense 1972/73 - US \$ | Dépense 1973/74 - US \$ | Crédits 1974/75-US \$ | Obligations p 1974/75-US \$ |
|---------|----------------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| 200 | 20.287,31 | 28.481,94 | 65.000,00 | 105,00 |
| 207 | 8.000,00 | 42.686,83 | 65.000,00 | - |
| 212 | 10.712,33 | 12.893,87 | 30.000,00 | 2.000,00 |
| 402 | 2.210,15 | 3.352,70 | 7.000,00 | 43,48 |
| 405 | 440,00 | 10.125,60 | 20.000,00 | 1.751,69 |
| 406 | 2.587,37 | 3.964,91 | 8.000,00 | - |
| 502 | 25.618,87 * | 13.828,32 | 25.000,00 | - |
| 605 | 6.152,75 | 14.995,48 | 75.000,00 | - |
| 606 | 4.000,00 | 3.053,83 | 20.000,00 | 2.619,45 |
| 609 | 2.886,48 | 975,96 | 14.000,00 | 285,02 |
| 703 | 4.431,62 | 4.601,48 | 16.000,00 | 26.995,00 |
| 704 | 3.509,00 | - | 4.000,00 | 2.174,00 |
| 705 | 7.806,92 | 4.435,59 | 23.000,00 | 3.500,00 |
| 801 | 69.793,28 | 51.605,93 | 99.000,00 | - |
| 808 | 7.063,19 | 10.478,15 | 23.000,00 | - |
| 900-905 | 133.011,12 | 87.632,55 | 200,000) 250,000) | 450.000,00 33.000,00 |

* Cette dépense est antérieure à l'achat d'une machine à stampiller.

OBSERVATIONS SUR LES BORDEREAUX DE PAIEMENT

21. Avances pour achat de voitures : Nous avons pu remarquer bien que les bordereaux de paiement aient été préparés au nom des fournisseurs, sur la base de la facture forma de ces fournisseurs, aucun reçu officiel provenant de ces fournisseurs ne vient justifier le paiement. Pour éviter toute confusion et pour protéger le Secrétariat nous proposons que des reçus soient obtenus pour les paiements suivants :

| <u>DV. N°</u> | <u>Montant en dollars EU</u> | <u>Fournisseur</u> |
|---------------|------------------------------|----------------------|
| 22/6 | 1.500,00 | Orbis T. & T. Center |
| 70/6 | 3.000,00 | Paul Ries & Co |
| 74/6 | 1.980,00 | S. Bassiouny |
| 83/6 | 3.000,00 | Seferian & Co |
| 92/6 | 2.250,00 | I. M. Macfarlane |
| 11/7 | 3.000,00 | Seferian and Co |
| 4/7 | 2.200,00 | Nigerian Embassy |
| 98/7 | 3.000,00 | Orbis T. & T. Center |
| 39/8 | 3.000,00 | Moenco |
| 80/8 | 3.000,00 | Volgswagen |
| 7/9 | 1.500,00 | Reis & Sons |
| 12/9 | 3.000,00 | Orbis T. & T. Center |
| 104/10 | 1.500,00 | Sodeocu |
| 169/10 | 1.500,00 | Saoafet/Fiat |
| 123/10 | 3.000,00 | Orbis T. & T. Center |
| 110/11 | 3.000,00 | Paul Ries & Sons |
| 72/11 | 3.000,00 | Nyala Motors |
| 31/12 | 1.500,00 | Nyala Motors |
| 153/12 | 3.000,00 | N. Motors Share Co |
| 30/12 | 3.000,00 | Orbis T. & T. Center |
| 21/12 | 1.500,00 | Nyala Motors |
| 34/12 | 3.000,00 | Amioper Motors |
| 63/1 | 3.000,00 | Eth. Nippon T. Co |
| 62/1 | 3.000,00 | Orbis T. & T. Center |
| 68/1 | 1.500,00 | Eth. Nippon T. Co |
| 135/1 | 3.000,00 | Benjamin M. Co |
| 142/1 | 3.000,00 | Seferian & Co |
| 81/2 | 3.000,00 | Orbis T. & T. Center |
| 122/2 | 3.000,00 | Volgswagen |
| 108/3 | 1.500,00 | Motors Share Co |
| 107/4 | 3.000,00 | Rover Co |
| 108/4 | 3.000,00 | Sodexa |
| 125/4 | 3.000,00 | Nyala Motors |
| 47/5 | 3.000,00 | Nyala Motors |
| 108/5 | 3.000,00 | Moenco |

22. Avances - Généralités : L'octroi d'avances par le Secrétariat est devenu chose commune et les membres du personnel ont, au moindre prétexte, reçu des avances d'un mois de salaire. Bien que ce genre d'avances soit permis par le Règlement et Statut du Personnel, nous estimons qu'un examen plus strict des raisons avancées pour obtenir des avances pourrait réduire le nombre de demandes.

23. Prestations médicales : La situation n'a pas changé par rapport à l'année précédente, et nous sommes si préoccupés par l'augmentation des dépenses pour ce chapitre que nous sommes obligés de tirer encore une fois la sonnette d'alarme et de demander que les dispositions nécessaires soient prises pour réduire ces dépenses.

24. Subventions : Des reçus officiels devraient être obtenus pour les subventions ci-après, et le Secrétariat devrait veiller à cela à l'avenir

| | | |
|----------|----------------|--|
| DV. 56/6 | 15.037,55 US\$ | Subvention au Bureau de Kampala |
| DV. 57/6 | 67.618,12 | " au Groupe Africain aux NU |
| DV. 59/6 | 11.336,83 | " à la Guinée Equatoriale |
| DV. 60/6 | 15.897,10 | " au Bureau de Conakry |
| DV. 61/6 | 15.286,96 | " au Bureau de Lusaka |
| DV. 63/6 | 48.753,12 | " au Bureau de Dar-es-Salaam |
| DV. 62/6 | 13.157,86 | " au Mouvement Panafricain de la jeunesse |
| DV. 64/6 | 32.581,30 | " au Conseil Supérieur du Sport en Afrique |
| DV. 97/6 | 1.879,74 | " au Festival Panafricain du Film |

25. Voyage de l'ancien Secrétaire Général avec sa femme : Par DV. 71/9/73 la somme de 2.417,00 dollars EU, coût d'un billet aller-retour, première classe a été payée à Sheba Travel Agency pour permettre à Mme Ekangaki d'accompagner son mari lors d'un voyage Addis/Douala/Yaoundé/Douala/Brazzaville/Libreville/Kinshasa/Nairobi/Addis, dossier joint au bordereau de paiement montre que le Secrétaire Général a effectué ce voyage sur l'invitation du Président Bongo du Gabon. D'autre part le Statut et Règlement du Personnel ne disent rien couvrant le cas où le Secrétaire Général voyage en mission accompagné de sa

femme. Nous soulevons donc cette question pour que les organes politiques de l'OUA puissent prendre une décision en la matière. En même temps la décision de savoir si oui ou non le coût du billet de Mme Ekangaki devrait être recouvré, sous réserve de la décision de principe sus-demandée, devra être prise.

26. Un autre point qui requiert une décision est le paragraphe 8 du Statut et Règlement du Personnel qui stipule :

"Si un fonctionnaire ou une personne reconnue comme étant à sa charge vient à décéder, l'Organisation de l'Unité Africaine paye les frais de transport du corps entre le lieu d'affectation officiel et le pays d'origine dans le cas où on le lui demande".

L'expérience a montré que les femmes et maris de certains membres du personnel ne sont pas ressortissants du pays de ces membres du personnel. Dans de telles circonstances l'on ne sait pas exactement comment le règlement devrait être interprété en cas du décès d'un (e) conjoint (e) d'un membre du personnel. A notre avis l'expression "pays d'origine" devrait être considérée comme signifiant le pays de naissance ou de nationalité du ou de la conjoint (e) décédé (e). En outre nous pensons que le corps devrait être accompagné, les frais de voyage de l'accompagnateur étant assurés par l'Organisation. Le cas de Mme Dolorès Acquah une citoyenne des Etats Unis d'Amérique, décédée en Novembre 1973 constitue un exemple en la matière.

27. Petite Caisse : Les opérations de la petite caisse ont été vérifiées pour la période du 28 Novembre 1973 au 14 Novembre 1974 date de la vérification et le solde de 216,25 dollars EU au 14 Novembre 1974 étant conforme au solde en caisse. Encore une fois les dépenses de la petite caisse ont été effectuées pour rembourser des frais médicaux, plutôt que pour effectuer des petits achats.

28. Magasin et Inventaire : La comptabilité du magasin (y compris la consommation d'essence) a été vérifiée et les résultats ont été satisfaisants.

BILAN FINANCIER

29. Fonds Général : Au 31 Mai 1974 les soldes suivants étaient en banque :

| | |
|---|-----------------------|
| Compte en devises étrangères | 601.236,63 dollars EU |
| Compte en devises locales (24.270,71 dol. Et) | 11.728,85 |
| | 612.965,48 dollars EU |
| | ===== |

Le solde de 612.965,48 dollars EU traduit une diminution de 1.312.789,92 dollars EU par rapport au solde au 31 Mai 1973 et prouve la situation des fonds de l'Organisation. Les relevés fournis par la Banque au 31 Mai 1974 ont été ajustés avec le Journal.

30. Fonds de Roulement : Le solde de 68.822,91 dollars EU a été vérifié et la situation était la suivante :

| | | |
|--|-----------------|-----------------|
| Report au 1er Juin 1973 | 213.146,14 \$EU | |
| Intérêt pour la période jusqu'au 1er Juin 1974 | 6.076,37 \$EU | |
| Total | 219.224,54 \$EU | |
| | ===== | |
| Déduction (i) Transfert au Bureau de Bruxelles | 85.000,00 US\$ | |
| et frais d'opération bancaire(DV1/11) | 228,92 | |
| Déduction (ii) Transfert au Bureau de Bruxelles | 65.000,00 | |
| et frais d'opération bancaire(DV1/12) | 170,71 | 150.399,63 US\$ |
| | | |
| Solde en dollars EU | | 68.822,92 US\$ |
| | | ===== |

Les transferts du fonds de roulement pendant 1973/74 ont été effectués dans le cadre de la mise en oeuvre d'une résolution adoptée par le Groupe Africain pour les négociations avec la Communauté Economique Européenne (Document n° CM/546 en date du 18 Octobre 1973.) Des mesures devront être prises dans les meilleurs délais pour renflouer le fonds du montant de 150.399,63 US\$ transféré conformément à l'Article V, Section 4 du Règlement Financier.

31. Avances à recouvrer : Le bilan financier montre les avances suivantes à recouvrer des États Membres au 31 Mai 1974 :

| | | |
|-------|---|-----------------|
| i) | République Arabe d'Égypte (Deuxième Session de la Commission de l'Éducation, de la Science, de la Culture et de la Santé)..... | 6.744,54 \$EU |
| ii) | Gouvernement de la Guinée Bissau..... | 197,20 " |
| iii) | République de Guinée (Conférence des Ministres Africains du Travail tenue à Conakry)..... | 21.602,55 " |
| iv) | République de Guinée (Réunion de la Commission de Défense tenue à Conakry)..... | 50.412,13 " |
| v) | République du Kenya (Foire Panafricaine)..... | 1.544,92 " |
| vi) | Gouvernement Mauricien (Réunion de la Troisième Session Ordinaire de la Commission de l'Éducation, de la Science, de la Culture et de la Santé tenue à Fort-Louis)..... | 22.555,26 " |
| vii) | Royaume du Maroc (Neuvième Conférence au Sommet de l'OUA tenue à Rabat)..... | 20.550,92 " |
| viii) | Gouvernement du Nigéria (Conférence Ministérielle sur le Commerce et la CEE tenue à Lagos)..... | 17.536,77 " |
| ix) | République Démocratique du Soudan..... | 1.417,38 " |
| x) | Gouvernement Tanzanien..... | 3.422,90 " |
| xi) | Gouvernement Tunisien (Salaires et indemnités au personnel technique pour la Conférence de la Jeunesse de Tunis)..... | 450,48 " |
| xii) | République de l'Ouganda (Transport et matériel).... | 35,39 " |
| xiii) | République de la Zambie | 1.448,25 |
| | | <hr/> |
| | | 147.969,19 \$EU |
| | | ===== |

32. Caisse de Retraite et Sécurité Sociale : Nous n'avons pu savoir qu'elle était la situation ^{exacte} de ces fonds du fait d'une différence de 110,24 dollars EU et 125,35 dollars EU respectivement entre le solde au 31 Mai 1973 et les soldes figurant dans les relevés des contributions à la Caisse de Retraite et à la Sécurité Sociale. Nous recommandons donc que la Section des Finances mène une enquête et apporte les corrections nécessaires.

REMARQUES GENERALES

32. Supervision des Bureaux sous-régionaux : La nécessité d'une supervision plus stricte des activités financières de Bureaux régionaux et sous-régionaux se fait toujours sentir. Lors de notre tournée dans les divers bureaux, nous nous sommes rendus compte que les efforts déployés dans ces bureaux pour l'amélioration de la gestion financière et la comptabilité n'ont pas été à la mesure de ceux déployés par le Secrétariat Général, parce que le personnel n'est pas assez qualifié et assez consciencieux et il n'y a aucune supervision. Dans ce domaine, nous estimons que la situation pourrait être améliorée si le système de contrôle interne défini par l'Article VII du Règlement financier était renforcé. Nous avons pu remarquer à notre grand regret que les recommandations spécifiques contenues dans les rapports de vérification interne et visant l'amélioration de la gestion financière sont restées lettres mortes. Nous espérons que le nouveau Secrétaire Général Administratif consacrera toute l'attention nécessaire à ce problème.

33. Règlements : Après avoir vérifié la comptabilité de l'OUA pendant un certain nombre d'années, nous en sommes arrivés à la conclusion que le Règlement Financier et le Statut et Règlement du Personnel ont besoin d'être révisés, compte tenu de l'évolution des circonstances et de l'expérience acquise par l'Organisation. Les règlements actuels ont été élaborés il y a de cela 10 ans et sont à notre avis dépassés sur plusieurs questions. Il convient de rappeler que le Conseil des Ministres, réuni en sa 19ème Session Ordinaire à Rabat en Juin 1972 avait décidé que tout le système administratif et financier de l'OUA, au siège aussi bien que dans les bureaux régionaux devrait être étudié par un expert. Nous ne savons pas ce qu'il est advenu de cette décision. Le Secrétaire Général Administratif doit consacrer son attention à ces questions aussi.

34. Section de Vérification Interne : Pour compléter nos observations au paragraphe 32 ci-dessus, nous ne pouvons manquer de souligner le rôle important que la section de contrôle interne du Secrétariat Général peut jouer dans

le maintien de la discipline financière des bureaux régionaux. Nous avons souligné l'importance de ce rôle dans le passé et continuons à croire que des visites de temps à autre dans les bureaux régionaux (y compris ceux avec des contrôleurs internes résidents) aideront de beaucoup à améliorer le niveau de l'Administration financière dans ces bureaux et celui des contrôleurs internes des bureaux régionaux. Néanmoins, nous voudrions insister sur le fait que les rapports de vérification de comptabilités des Bureaux Régionaux par les contrôleurs internes, devraient être mis à la disposition des vérificateurs externes quand ceux-ci se rendent dans les bureaux régionaux au lieu de leur être remis en bloc à Addis Abéba comme cela a été le cas cette année.

35. Section des Finances : La Section des Finances a eu beaucoup de mérite cette année. Les comptabilités nous ont été soumises pour vérification et ne contenaient que quelques erreurs négligeables. Nous avons aussi bénéficié de la coopération très cordiale de ses fonctionnaires qui ont ce faisant, facilité notre travail. Nous exhortons le Chef de la Section des Finances à continuer d'assurer son rôle de coordinateur de toutes les activités de son département avec efficacité tout en donnant des instructions et des directives qui permettront à ses collègues d'augmenter leurs connaissances et leur productivité.

36. Conseil des Vérificateurs Externes : Nous avons déjà mentionné les **facteurs** qui en général entravent l'exécution harmonieuse et à temps de notre programme de vérification. Nous voudrions, ici lancer un appel à tous les Etats Membres qui désignent des vérificateurs externes pour qu'ils veillent à la présence de leurs représentants pendant la période de vérification et pour qu'ils s'abstiennent, dans la mesure du possible de changer de représentants chaque année, car cela n'assure pas la stabilité et la continuité nécessaires au travail du Conseil des Vérificateurs Externes.

37. Représentation du Conseil des Vérificateurs Externes : Ce n'est qu'une fois arrivés à Addis Abéba que les membres du Conseil ont été informés de la décision du Comité Consultatif sur les Questions Budgétaires et Financières aux termes de laquelle tous les membres du Conseil des Vérificateurs Externes devraient assister à la session du Comité Consultatif discutant du rapport du Conseil. Du fait du retard de la notification de cette décision aux membres du Conseil et du fait aussi de raisons indépendantes de leur volonté, les membres du Conseil ne pourront pas assister à la session du Comité Consultatif de cette année. Et à cet effet, le Conseil voudrait saisir cette occasion pour présenter toutes ses excuses au Comité Consultatif.

REMERCIEMENTS

38. Le Conseil des Vérificateurs Externes voudrait exprimer ses remerciements au Secrétaire Général Administratif et à ses collaborateurs pour toute la coopération et l'assistance qu'ils lui ont prêtées au cours de leur travail au Secrétariat Général.

V. A. NKANSAH (GHANA) *V. A. Nkansah*

KOUZOUNGUERE CAMILLE (REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE) *C. Kouzounguer*

ARCADE MUGABARABONA (BURUNDI) *A. Mugabarabona*

MOHAMED M. BARAASI (REPUBLIQUE ARABE LIBYENNE) *M. Baraasi*

Etat des contributions pour la période du 1er Juin 1973 au 31 Mai 1974

Y compris les arriérés

| N° | Etats Membres | Contributions dues au Budget 1973/74 | Paiements effectués Au titre de 1973/74 | Partie payée sur les excédents de contributions \$EU. | Arriérés \$EU. | Observations |
|----|-----------------------------|--------------------------------------|---|---|----------------|--------------------------|
| 1 | Algérie | 259 561,58 | 232 189,76 | - | 27 371,82 | |
| 2 | Botswana | 22 728,17 | 19 283,17 | 3 445,52 | - | |
| 3 | Burundi | 28 183,57 | 11 009,00 | 17 118,37 | 56,20 | |
| 4 | Cameroun | 106 824,82 | 106 824,82 | - | - | |
| 5 | République Centre Africaine | 66 822,33 | - | - | 66 822,33 | |
| 6 | Tchad | 52 730,55 | - | - | - | Dispensé en raison de la |
| 7 | Congo-Brazzaville | 22 728,69 | - | 16 938,10 | 5 790,59 | sécheresse |
| 8 | Dahomey | 48 184,81 | - | - | 48 184,81 | |
| 9 | Egypte | 421 844,39 | 421 844,39 | - | - | |
| 10 | Guinée Equatoriale | 22 728,69 | 22 728,69 | - | - | |
| 11 | Ethiopie | 127 735,21 | 127 735,21 | - | - | |
| 12 | Gabon | 224 104,83 | - | - | 224 104,83 | |
| 13 | Gambie | 34 547,60 | 34 547,60 | - | - | |
| 14 | Ghana | 215 013,36 | 215 013,36 | - | - | |
| 15 | Guinée | 55 912,57 | - | - | 55 912,57 | |
| 16 | Côte d'Ivoire | 132 738,63 | 182 738,63 | - | - | |
| 17 | Kénya | 100 460,79 | 86 970,77 | - | 13 490,72 | |
| 18 | Lesotho | 30 456,44 | - | - | 30 456,44 | |
| 19 | Libéria | 129 098,93 | 107,761,00 | 3 446,52 | 17 891,41 | |

| N° | Etats Membres | Contributions dues au Budget 1973/74 | Paiements effectués au titre de 1973/74 | Partie payée sur les excédents de contributions \$EU. | Arriérés \$EU. | Observations |
|----|---------------------|--------------------------------------|---|---|----------------|--------------------------|
| 20 | Rép. Arabe de Libye | 336 384,54 | 336 384,54 | - | - | |
| 21 | Madagascar | 73 186,37 | 73 186,37 | - | - | |
| 22 | Malawi | 30 911,00 | 30 911,00 | - | - | |
| 23 | Mali | 63 640,32 | - | - | - | Dispensé en raison de la |
| 24 | Mauritanie | 76 368,38 | - | - | - | Sécheresse |
| 25 | Ile Maurice | 22 728,69 | 22 728,69 | - | - | |
| 26 | Maroc | 271 835,07 | 262 499,08 | 9 335,99 | - | Dispensé en raison de la |
| 27 | Niger | 57 730,86 | - | - | - | Sécheresse |
| 28 | Nigéria | 317 747,00 | 317 747,00 | - | - | |
| 29 | Rwanda | 28 183,57 | 28 183,57 | - | - | |
| 30 | Sénégal | 145 918,16 | - | - | - | Dispensé en raison de la |
| 31 | Sierra Léone | 85 914,43 | 75 905,31 | - | 10 009,12 | Sécheresse |
| 32 | Somalie | 34 547,60 | 34 547,60 | - | - | |
| 33 | Soudan | 155 464,20 | - | - | 155 464,20 | |
| 34 | Swaziland | 22 728,69 | 14 133,79 | 8 594,90 | - | |
| 35 | Tanzanie | 89 551,02 | 89 364,08 | 186,94 | - | |
| 36 | Togo | 56 821,71 | 49 623,72 | 770,80 | 6 427,19 | |

| N° | Etats Membres | Contributions dues au Budget 1973/74 | Paiements effectués au titre de 1973/74 | Partie payée sur les excédents de contributions | Arriérés \$EU. | Observations |
|----|---------------|--------------------------------------|---|---|----------------|--------------------------|
| 37 | Tunisie | 121 371,18 | 110 168,37 | - | 11 202,81 | |
| 38 | Ouganda | 79 550,40 | 7 345,88 | 72 204,52 | - | |
| 39 | Haute-Volta | 41 820,78 | - | - | - | Dispensé en raison de la |
| 40 | Zaire | 139 554,13 | ,04 | - | 139 554,09 | Sécheresse |
| 41 | Zambie | 141 372,42 | 141 372,42 | - | - | |
| | | 4 545 737,00 | 3.162 747,16 | 132 041,66 | *812 739,13 | |

* Ces arriérés ne comprennent la somme de 438 209,05 \$EU. remise à six pays de la zone sahélienne.

ETAT DE CONTRIBUTIONS DUES AUX BUDGETS ORDINAIRES DE L'OUA AU BUDGET
DE LA CMCA POUR L'EXERCICE FINANCIER 1968/1969 ET LE CAS DE LA NAMIBIE AU 31 MAI 1974

(Tous les chiffres sont en dollars E.U.)

| No | Etats Membres | Somme due 1965/72 | Somme due 1972/73 | Somme due 1973/74 | Somme due à la CMCA | Somme due au cas de la Namibie | Excédents de contri- butions | Total dû |
|----|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|------------|
| 1 | Algérie | - | - | 27 371,82 | - | - | - | 27 371,82 |
| 2 | Rép. Arabe d'Egypte | - | - | - | - | - | - | - |
| 3 | Botswana | - | - | - | - | - | 0,54 | - |
| 4 | Burundi | - | - | 56,20 | - | - | - | 56,20 |
| 5 | Cameroun | - | - | - | - | - | - | - |
| 6 | Rép. Centre Africaine | 33 887,17 | 55 777,34 | 66 822,33 | 3 063,95 | 18 525,69 | - | 178 076,48 |
| 7 | Tchad | 42 075,50 | 44 014,77 | - | - | 5 287,10 | - | 91 377,37 |
| 8 | Congo | - | - | 5 790,59 | - | - | - | 5 790,59 |
| 9 | Dahomey | 12 568,89 | 40 220,40 | 48 184,81 | - | - | - | 100 974,10 |
| 10 | Guinée Equatoriale | - | - | - | - | - | - | - |
| 11 | Ethiopie | - | - | - | - | - | - | - |
| 12 | Gabon | - | 23 314,26 | 224 104,83 | - | - | - | 247 419,09 |
| 13 | Gambie | - | - | - | - | 17 965,69 | - | 17 965,69 |
| 14 | Ghana | - | - | - | - | - | - | - |
| 15 | Guinée | - | - | 55 912,57 | - | - | - | 55 912,57 |
| 16 | Côte d'Ivoire | - | - | - | - | - | 27 936,61 | - |
| 17 | Kénya | - | - | 13 490,72 | - | - | - | 13 490,72 |
| 18 | Lesotho | - | 21 975,81 | 30 456,44 | - | - | - | 52 432,25 |
| 19 | Libéria | - | - | 17 891,41 | - | - | - | 17 891,41 |
| 20 | Libye | - | - | - | - | - | 39 596,74 | - |
| 21 | Madagascar | - | 2 454,40 | - | - | - | - | 2 454,40 |
| 22 | Malawi | 141 118,97 | - | - | 3 063,95 | 7 919,25 | - | 152 102,17 |

(Tous les chiffres sont en dollars E.U.)

| N° | ETATS Membres | Somme due 1965/72 | somme due 1972/73 | somme due 1973/74 | somme due à la CMCA | somme due au cas de la Namibie | Excédents de contri- butions | Total dû |
|--------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--------------|
| 23 | Mali | - | - | - | - | - | 25 764,10 | - |
| 24 | Mauritanie | - | 34 119,56 | - | - | - | - | 34 119,56 |
| 25 | Ile Maurice | - | - | - | - | - | - | - |
| 26 | Maroc | - | - | - | - | - | 10 700,45 | - |
| 27 | Niger | - | 43 945,50 | - | - | - | - | 43 945,50 |
| 28 | Nigéria | - | - | - | - | - | - | - |
| 29 | Rwanda | - | - | - | - | - | - | - |
| 30 | Sénégal | - | - | - | - | - | 7 773,34 | - |
| 31 | Sierra Léone | - | - | 10 009,12 | - | - | - | 10 009,12 |
| 32 | Somalie | - | - | - | - | - | - | - |
| 33 | Soudan | - | - | 155 464,20 | - | - | - | 155 464,20 |
| 34 | Swaziland | - | - | - | - | - | - | - |
| 35 | Tanzanie | - | - | - | - | - | - | - |
| 36 | Togo | - | - | 6 427,19 | - | - | - | 6 427,19 |
| 37 | Tunisie | 14 803,98 | 9 267,12 | 11 202,81 | - | - | - | 35 273,91 |
| 38 | Ouganda | - | - | - | - | - | - | - |
| 39 | Haute-Volta | - | - | - | - | - | 2 294,07 | - |
| 40 | Zaire | - | - | 139 554,09 | - | - | - | 139 554,09 |
| 41 | Zambie | - | - | - | - | - | 36 173,05 | - |
| Total :..... | | 244 454,51 | 275 089,16 | 812 739,13 | 6 127,90 | 49 697,73 | 150 238,90 | 1 388 108,43 |

ETAT DES CONTRIBUTIONS DUES AU TITRE DU BUDGET SPECIAL
POUR L'ASSISTANCE FINANCIERE A LA GUINEE-BISSAO
A PARTIR DU 31 MAI 1974

| Etats Membres | Barème des contributions | Contribution due | Montant payé | Montant dû |
|----------------------------------|--------------------------|------------------|--------------|------------|
| 1. Algérie | 5,71 | 25.044,06 | - | 25.044,06 |
| 2. République Arabe d'Egypte | 9,28 | 40.702,08 | - | 40.702,08 |
| 3. Botswana | 0,50 | 2.193 | - | 2.193 |
| 4. Burundi | 0,62 | 2.719,32 | - | 2.719,32 |
| 5. Cameroun | 2,35 | 10.307,10 | 10.307,10 | - |
| 6. République Centrafricaine | 1,47 | 6.447,42 | - | 6.447,42 |
| 7. Tchad | 1,16 | 5.087,76 | - | 5.087,76 |
| 8. République Populaire du Congo | 0,50 | 2.193 | - | 2.193 |
| 9. Dahomey | 1,06 | 4.649,16 | - | 4.649,16 |
| 10. Guinée Equatoriale | 0,50 | 2.193 | - | 2.193 |
| 11. Ethiopie | 2,81 | 12.324,66 | - | 12.324,66 |
| 12. Gabon | 4,93 | 21.622,98 | - | 21.622,98 |
| 13. Gambie | 0,76 | 3.333,36 | - | 3.333,36 |
| 14. Ghana | 4,73 | 20.745,78 | 11.700 | 9.045,78 |
| 15. Guinée | 1,23 | 5.394,78 | - | 5.394,78 |
| 16. Côte-d'Ivoire | 4,02 | 17.631,72 | - | 17.631,72 |
| 17. Kenya | 2,21 | 9.693,06 | - | 9.693,06 |
| 18. Lesotho | 0,67 | 2.938,62 | - | 2.938,62 |
| 19. Libéria | 2,84 | 12.456,24 | - | 12.456,24 |
| 20. Libye | 7,40 | 32.456,40 | - | 32.456,40 |
| 21. Madagascar | 1,61 | 7.061,46 | - | 7.061,46 |
| 22. Malawi | 0,68 | 2.982,48 | - | 2.982,48 |
| 23. Mali | 1,40 | 6.140,40 | - | 6.140,40 |
| 24. Mauritanie | 1,68 | 7.368,48 | - | 7.368,48 |
| 25. Ile Maurice | 0,50 | 2.193 | - | 2.193 |
| 26. Maroc | 5,98 | 26.228,28 | - | 26.228,28 |
| 27. Niger | 1,27 | 5.570,22 | - | 5.570,22 |
| 28. Nigéria | 6,99 | 30.658,14 | 30.658,14 | - |
| 29. Rwanda | 0,62 | 2.719,32 | - | 2.719,32 |
| 30. Sénégal | 3,21 | 14.079,06 | - | 14.079,06 |
| 31. Sierra Leone | 1,89 | 8.289,54 | - | 8.289,54 |
| 32. Somalie | 0,76 | 3.333,36 | 3.333,36 | - |
| 33. Soudan | 3,42 | 15.000,12 | - | 15.000,12 |
| 34. Swaziland | 0,50 | 2.193 | - | 2.193 |
| 35. Tanzanie | 1,97 | 8.640,42 | 8.640,42 | - |
| 36. Togo | 1,25 | 5.482,50 | - | 5.482,50 |
| 37. Tunisie | 2,67 | 11.710,62 | - | 11.710,62 |
| 38. Ouganda | 1,75 | 7.675,50 | 7.675,50 | - |
| 39. Haute-Volta | 0,92 | 4.035,12 | - | 4.035,12 |
| 40. Zaïre | 3,07 | 13.465,02 | - | 13.465,02 |
| 41. Zambie | 3,11 | 13.640,46 | 13.640,46 | - |
| Total | 100,00% | 438.600,00 | 85.954,98 | 353.705,02 |

ETAT DES DEPENSES REELLES ET DES DEPENSES ENGAGEES

POUR L'EXERCICE FINANCIER 1973/1974

AU 31 MAI 1974

(Tous les chiffres sont en dollars des EU)

| Code | Libellé | Crédits alloués | Dépenses engagées | Total accumulé | Solde disponible |
|---|--|--------------------|----------------------|-------------------|---------------------|
| <u>Chapitre I - SALAIRES ET TRAITEMENTS</u> | | | | | |
| 100 | Postes établis | 1.347.830,00 | 104,33 | 1.122.876,83 | 224.848,84 |
| 100(a) | Ajustement à la dévaluation du dollar | 78.420,00 | 114,71 | 271.115,23 | (192.809,94) |
| 101 | Consultants et Groupes d'experts | - | - | - | - |
| 102 | Assistance temporaire | 5.000,00 | - | 30.097,78 | (25.097,78) |
| 103 | Heures supplémentaires et indemnités pour travail de nuit | - | - | - | - |
| Total Chapitre I | | 1.431.250,00 | 219,04 | 1.424.089,84 | 6.941,12 |
| <u>Chapitre II - DEPENSES COURANTES</u> | | | | | |
| <u>AFFERENTES AU PERSONNEL</u> | | | | | |
| 200 | Frais de voyage à l'occasion du recrutement | 6.580,00 | 105,00 | 28.481,94 | (22.006,94) |
| 201 | Frais de voyage pour congé dans les foyers et à la cessation de service | 40.616,00 | - | 91.022,01 | (50.406,01) |
| 202 | Frais de voyage pour transport | 5.000,00 | - | 6.937,29 | (1.937,29) |
| 203 | Indemnité d'installation | 3.779,00 | - | 32.130,00 | (28.351,00) |
| 204 | Indemnité pour charge de famille | 42.400,00 | 443,36 | 36.925,01 | 5.031,63 |
| 205 | Indemnité de logement pour le personnel résidant au siège | - | - | - | - |
| 206 | Caisse de retraite de l'OUA | 99.906,00 | - | 123.102,33 | (23.196,33) |
| 207 | Système d'assurance de l'OUA | 61.945,00 | - | 42.686,83 | (19.258,17) |
| 208 | Régime des prestations médicales | 20.000,00 | 303,44 | 28.000,65 | (8.304,09) |

ETAT DES DEPENSES REELLES ET DES DEPENSES ENGAGEESPOUR L'EXERCICE FINANCIER 1973/74 AU 31 MAI 1974

(Tous les chiffres sont en \$ EU)

| Code | Libellé | Crédits alloués | Dépenses engagées | Total accumulé | Solde disponible |
|--|---|--------------------|----------------------|-------------------|---------------------|
| <u>Chapitre II - DEPENSES COURANTES</u> | | | | | |
| <u>AFFERENTES AU PERSONNEL (Suite)</u> | | | | | |
| 209 | Gratification de fin de service (Personnel contractuel) | - | - | - | - |
| 210 | Loyer de la résidence officielle du Secrétaire Général | 9.600,00 | - | 9.600,00 | - |
| 211 | Indemnité de logement (4 Secrétaires Généraux Adjoints) | 14.400,00 | - | 13.267,74 | 1.132,26 |
| 212 | Indemnité d'éducation | 29.216,00 | 2.000,00 | 12.893,87 | 14.322,13 |
| 213 | Indemnité de poste | 28.176,00 | 14,60 | 103.779,91 | (75.618,51) |
| 214 | Projet de formation | 10.000,00 | - | 889,95 | 9.110,05 |
| 215 | Interview du personnel nouvellement recruté | 5.000,00 | - | - | 5.000,00 |
| 216 | Gratification à la cessation de service (élus politiques) | - | - | - | - |
| Total Chapitre II | | 376.618,00 | 2.866,40 | 529.717,53 | (155.965,93) |
| <u>Chapitre III - VOYAGES DU PERSONNEL</u> | | | | | |
| <u>EN MISSION OFFICIELLE</u> | | | | | |
| 300 | Département de l'Administration | - | 3.955,00 | 6.322,53 | - |
| 301 | Département politique | - | - | 10.814,31 | - |
| 302 | Département économique et social | - | 1.214,07 | 23.282,00 | - |
| 303 | Département scientifique et culturel | - | - | 22.412,54 | - |
| 304 | Cabinet - Mission officielle du Secrétaire Général | 100.000,00 | 1.261,18 | 60.246,94 | - |
| 305 | Vérificateurs internes | - | 4.395,65 | - | - |
| 307 | Section de presse et d'information | - | - | 2.321,77 | - |
| 308 | Département juridique | - | - | - | - |
| 310 | Mission imprévue du Secrétaire Général | - | - | 15.156,29 | - |
| Total Chapitre III | | 100.000,00 | 10.825,90 | 140.556,38 | (51.382,28) |

ETAT DES DEPENSES REELLES ET DES DEPENSES ENGAGEES

POUR L'EXERCICE FINANCIER 1973/74 AU 31 MAI 1974

(Tous les chiffres sont en \$ EU)

| Code | Libellé | Crédits alloués | Dépenses engagées | Total accumulé | Solde disponible |
|---|--|--------------------|----------------------|-------------------|---------------------|
| <u>Chapitre IV - LOYER ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT</u> | | | | | |
| 400 | Loyer des locaux | 1.000,00 | - | - | 1.000,00 |
| 401 | Entretien et fonctionnement des véhicules | 14.000,00 | 18.024,82 | 18.024,82 | (4.024,82) |
| 402 | Entretien de l'équipement | 5.000,00 | 43,48 | 3.352,70 | 1.603,82 |
| 403 | Entretien des locaux | 6.500,00 | 743,96 | 7.536,64 | (1.780,60) |
| 404 | Services publics (eau et électricité) | 5.000,00 | 1.566,74 | 7.755,26 | (4.322,00) |
| 405 | Transformation des locaux | 15.000,00 | 1.751,69 | 10.125,60 | 3.122,71 |
| 406 | Assurance des véhicules, de l'équipement, etc... | 5.000,00 | - | 5.964,91 | 1.035,09 |
| Total Chapitre IV | | 50.501,00 | 4.105,87 | 50.759,93 | (4.364,80) |
| <u>Chapitre V - COMMUNICATIONS</u> | | | | | |
| 500 | Télégramme | 30.000,00 | 37.469,55 | 105.333,91 | (112.803,46) |
| 501 | Téléphone | 15.000,00 | 5.568,93 | 22.334,75 | (12.903,68) |
| 502 | Affranchissement | 25.000,00 | - | 13.828,32 | 11.171,68 |
| 503 | Valises diplomatiques | 2.000,00 | - | 156,72 | 1.843,28 |
| 504 | Frêt | 100,00 | - | 110,14 | (10,14) |
| Total Chapitre V | | 72.100,00 | 43.038,48 | 141.763,84 | (112.702,32) |

ETAT DES DEFENSES REELLES ET DES DEFENSES ENGAGEES
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1973/74 AU 31 MAI 1974

(Tous les chiffres sont en \$ EU)

| Code | Libellé | Crédits alloués | Dépenses engagées | Total accumulé | Solde disponible |
|--|--|--------------------|----------------------|-------------------|---------------------|
| <u>Chapitre VI - FOURNITURES ET SERVICES</u> | | | | | |
| <u>DIVERS</u> | | | | | |
| 600 | Papeterie et fournitures de bureau | 40.000,00 | 488,65 | 39.419,93 | 91,42 |
| 601 | Frais bancaires et timbres fiscaux | 10.000,00 | - | 12.601,32 | (2.601,32) |
| 602 | Frais des vérificateurs externes | - | - | - | - |
| 603 | Réceptions officielles | 10.000,00 | - | 6.524,45 | 3.475,55 |
| 604 | Bien-être du personnel | 5.000,00 | 1.431,80 | 3.568,20 | - |
| 605 | Livres et services pour la bibliothèque | 15.000,00 | - | 14.995,48 | 4,52 |
| 606 | Abonnement à des journaux et périodiques | 6.000,00 | 2.619,45 | 3.053,83 | 326,72 |
| 607 | Autres services et fournitures (uniformes, etc...) | 7.000,00 | - | 5.480,29 | 1.519,71 |
| 608 | Impression des documents | 5.312,00 | - | 14.587,95 | (9.275,95) |
| 609 | Publication de la revue de l'OUA | 1.913,00 | 285,02 | 975,96 | 652,02 |
| 610 | Tapis et rideaux pour la salle de fête et la salle de réception | 3.650,00 | - | - | 3.650,00 |
| 611 | 2 séries de drapeaux des Etats membres | - | - | - | - |
| 612 | Drapeau de l'OUA | - | - | - | - |
| 614 | Emblème de l'OUA de divers formats | - | - | - | - |
| 615 | Frais imprévus | 1.000,00 | - | 200,00 | 800,00 |
| 616 | Subvention aux organisations africaines | 190.000,00 | - | 190.000,00 | - |
| Total Chapitre VI | | 294.875,00 | 4.824,92 | 291.407,41 | (1.357,33) |

ETAT DES DEPENSES REELLES ET DES DEPENSES ENGAGEES
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1973/74 AU 31 MAI 1974

(Tous les chiffres sont en \$ EU)

| Codé | Libellé | Crédits alloués | Dépenses engagées | Total accumulé | Solde disponible |
|--|--|--------------------|----------------------|-------------------|---------------------|
| <u>Chapitre VII - IMMOBILISATION</u> | | | | | |
| 700 | Terrain et bâtiment | - | - | - | - |
| 701 | Amélioration des locaux | - | - | - | - |
| 702 | Mobilier et agencement | 5.000,00 | - | 7.255,01 | (255,01) |
| 703 | Equipement de bureau | 35.085,00 | 6.995,00 | 4.601,48 | 3.488,52 |
| 704 | Equipement de reproduction | 3.500,00 | 21,74 | - | 3.478,26 |
| 705 | Equipement pour télécommunications | 8.000,00 | 3.500,00 | 4.435,59 | 64,41 |
| 706 | Equipement pour le service de presse et d'information et l'achat de films | 30.388,00 | - | 19.141,11 | 1.256,89 |
| 707 | Achat de véhicules | 2.022,00 | - | 2.112,08 | (50,08) |
| 708 | Equipement pour l'interprétation | - | - | - | - |
| 709 | Equipement divers | - | - | - | - |
| | Total Chapitre VII | 84.445,00 | 30.516,74 | 37.545,27 | 1.982,99 |
| <u>Chapitre VIII - CONFERENCES ET REUNIONS</u> | | | | | |
| 800 | Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement | 110.000,00 | - | 110.030,97 | (30,97) |
| 801 | Conseil des Ministres | 90.000,00 | - | 51.605,93 | 38.394,07 |
| 802 | Commission économique et sociale | - | - | - | - |
| 803 | Commission pour l'Education, la Science, la Culture et la Santé | 39.842,00 | 171,50 | 34.267,08 | 5.403,42 |
| 804 | Commission de la Défense | - | - | - | - |
| 805 | Commission sur les Réfugiés | - | - | - | - |
| 806 | Commission Ad Hoc sur l'Algérie et le Maroc | - | - | - | - |
| 807 | Réunion de la Commission mixte sur le Bâtiment du Siège | - | - | - | - |

ETAT DES DEPENSES REELLES ET DES DEPENSES ENGAGEES
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1973/74 AU 31 MAI 1974

(Tous les chiffres sont en \$ EU)

| Code | Libellé | Crédits alloués | Dépenses engagées | Total accumulé. | Solde disponible |
|---|--|--------------------|----------------------|--------------------|---------------------|
| <u>Chapitre VIII - CONFERENCES ET REUNIONS</u> | | | | | |
| <u>(Suite)</u> | | | | | |
| 808 | Comité consultatif sur les questions budgétaires et financières | 21.000,00 | - | 10.478,15 | 10.521,85 |
| 809 | Conseil des vérificateurs externes | 10.000,00 | - | 13.985,66 | (3.985,66) |
| 810 | Réunion des Ministres de l'Informa- tion de l'OUA pour la création d'une agence panafricaine | 15.000,00 | - | - | 15.000,00 |
| Total Chapitre VIII | | 285.842,00 | 171,50 | 220.367,79 | 65.302,71 |
| <u>Chapitre IX - EXECUTION DES DECISIONS ET RESOLUTIONS</u> | | | | | |
| 900 | Département de l'Administration | - | - | 19.611,01 | - |
| 901 | Département politique | - | - | 1.731,93 | - |
| 902 | Département économique et social | - | - | 51.994,05 | - |
| 903 | Département scientifique et culturel | 200.000,00 | 33.000,00 | 1.256,06 | - |
| 904 | Cabinet | - | - | - | - |
| 905 | Remplacement du Fonds de roulement | - | - | - | - |
| 906 | Résolution spéciale du Sommet | - | - | 13.039,50 | - |
| Total Chapitre IX | | 200.000,00 | 33.000,00 | 87.632,55 | 79.367,45 |
| <u>Total du Chapitre IX</u> | | | | | |
| <u>pour le Secrétariat Général</u> | | 2.895.231,00 | 129.568,85 | 2.923.840,54 | (158.178,39) |

ETAT DES DEFENSES REELLES ET DES DEPENSES ENGAGEES
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1973/74 AU 31 MAI 1974 (SUITE)

FBE/5 (XX)

ANNEXE III

Page 7

Tous les chiffres sont en dollars EU.

| Code | Libellé | Crédits alloués | Dépenses engagées | Total accumulé | Solde disponible |
|--|---|--------------------|----------------------|-------------------|---------------------|
| <u>CHAPITRE X - BUREAUX REGIONAUX</u> | | | | | |
| 1000 | CSTR | 862.253,00 | 24.758,31 | 735.146,36 | 102.348,33 |
| 1001 | Secrétariat du Groupe Africain aux Nations Unies | 132.000,00 | 4.558,50 | 124.630,15 | 2.819,35 |
| 1002 | Comité de Coordination pour la libération de l'Afrique (Dar-es-Salaam) | 295.154,00 | - ** | 302.574,38 | (7.420,38) |
| 1003 | Comité de Coordination pour la libération de l'Afrique (Lusaka) | 60.995,00 | 954,59 | 43.482,84 | 16.557,57 |
| 1004 | Comité de Coordination pour la libération de l'Afrique (Conakry) | 63.432,00 | 3.184,00 | 47.916,88 | 12.331,12 |
| 1005 | Commission de Médiation, de Conciliation et d'Arbitrage | 5.000,00 | - | - | 5.000,00 |
| 1006 | Bureau Interafricain linguistique en Ouganda (Kampala) | 60.000,00 | - | 49.257,94 | 10.742,06 |
| 1007 | Bureau de Coordination en Guinée Equatoriale (Malabo) | 45.234,00 | 411,08 | 23.345,22 | 21.477,70 |
| 1008 | Mission permanente de l'OUA à Genève | 136.936,00 | 18.365,25 | 150.850,53 | (32.279,78) |
| 1009 | Commission mixte OUA/FAO/OMS pour l'Afrique sur l'Alimentation et la Nutrition | 29.494,00 | - | - | 29.494,00 |
| TOTAL CHAPITRE X | | 1.690.506,00 | 52.231,73 | 1.477.204,30 | 161.669,97 |
| TOTAL POUR LE SECRETARIAT ET LES BUREAUX REGIONAUX | | 1.585.737,00 | 181.800,58 | 4.401.044,84 | 2.891,58 |

** Note: Des obligations s'élevant à 6.306,49 \$EU n'ont pas été signalées au Secrétariat Général.

BILAN DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

AU 31 MAI 1974

FBM/5 (XX)
ANNEXE IV

Page 1

(Tous les chiffres sont en dollars EU)

P A S S I F

A C T I F

I. PASSIF EXIGIBLE

Dettes Passives

| | |
|---|------------|
| a) Engagements non réglés (cf. Annexe IV)... | 181.800,58 |
| b) Résidence Officielle du Secrétaire- Général... .. | 100.000,00 |

II. AUTRES ENGAGEMENTS

Excédents de Contribution

| | |
|---|------------|
| a) Budget ordinaire (cf. Annexe I) | 150.238,90 |
| b) Caisse des Pensions et Système de Sécurité Sociale: | |
| i) Secrétariat général | |
| Contributions du Personnel et de l'OUA pour Mai 1974.. .. | 16.912,09 |
| ii) C.S.T.R. et Bureaux Sous-Régionaux ... | 4.296,48 |
| iii) Comité de Coordination pour la Libération de l'Afrique (Dar-es-Salaam) | 651,00 |
| iv) Comité de Coordination pour la Libération de l'Afrique, Bureau sous-régional de Conakry... .. | 12.907,37 |
| v) Délégation Permanente de l'OUA à Genève | 2.841,54 |

Solde à Reporter 469.647,96

I. IMMOBILISATIONS

| | |
|--|------------|
| a) Bâtiments de la C.S.T.R.: Lagos et Nairobi... .. | 247.119,60 |
| b) Mobilier, Matériel et Machines de bureau | 251.528,15 |
| c) Voitures Officielles.. .. | 75.111,80 |

II. ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE

| | |
|--|------------|
| Fourniture et Matériel en Stock | 158.097,37 |
|--|------------|

III. DETTES ACTIVES

| | |
|---|--------------|
| a) Intérêt accumulé sur le Fonds de Roulement | 4.305,85 |
| b) Contributions à recevoir au Budget Ordinaire de l'OUA pour 1965-74... (cf. Annexe I).. .. | 1.332.282,80 |
| c) Contributions dues au titre de l'action en justice pour le Sud- Ouest Africain (cf. Annexe I) | 49.697,73 |
| d) Contributions dues à la CMCA pour 1968-69 (cf. Annexe I) | 6.127,90 |

IV. AVANCES RECOURABLES

1. Etats Membres

| | |
|--|------------|
| i) Secrétariat général, Addis-Abéba (cf. Annexe VII (b)) | 150.094,06 |
| ii) Bureaux Régionaux et sous-régionaux (cf. Annexe VII (b)) | 39.688,37 |

Solde à Reporter... .. 2.316.275,85

BILAN DE L'ORGANISATION DE L'UNION AFRICAINE

AU 31 MAI 1974.

FBM/5 (XX)

ANNEE IV

Page 2

(Tous les chiffres sont en dollars EU)

P A S S I F

A C T I F

Solde Reporté.....469,647,96

Solde Reporté..... 2.316.275,83

Autres Engagements (SUITE)

| | |
|---|-----------|
| • Virement de l'UNESCO à l'OUA représentant sa part des dépenses de la Conférence..... | 1.985,02 |
| • Don de l'URSS à la Section de l'Information du Secrétariat Général pour l'achat de matériel audio-visuel..... | 20.057,52 |
| • Don de la Corée au Comité de Libération..... | 30.000,00 |
| • Don de la Finlande au Comité de Libération à des fins médicales et pédagogiques..... | 34.000,00 |

iii) Arriérés dus par les Etats membres- Assistance financière à la Guinée Bissau (cf. Annexe III(b))..... 353.705,02

2. Secrétariat Général

| | |
|--|-----------|
| a) Avances de salaire..... | 25.982,93 |
| b) Prêts pour achat de voiture..... | 98.777,50 |
| c) Avances pour frais de voyage..... | 13.265,02 |
| d) Avances diverses..... | 1.525,74 |
| e) Excédents d'indemnités versés aux fonctionnaires (cf. Annexe XI)..... | 3.770,51 |

3. Bureaux Régionaux

C.S.T.R.

| | |
|--------------------------------------|-----------|
| a) Avances de salaire..... | 6.013,83 |
| b) Prêts pour achat de voiture..... | 16.405,54 |
| c) Avances pour frais de voyage..... | 2.912,63 |
| d) Avances diverses..... | 5.074,15 |

Comité de Coordination pour la Libération de l'Afrique , Dar-es-Salaam

| | |
|--------------------------------------|-----------|
| a) Avances de salaire..... | 4.561,25 |
| b) Prêts pour achat de voiture..... | 12.075,00 |
| c) Avances pour frais de voyage..... | 2.865,59 |
| d) Avances diverses..... | 1.733,69 |

Solde à Reporter..... 555.690,50

Solde à Reporter..... 2.864.944,25

BILAN DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

AU 31 MAI 1974

FBM/5 (XX)

ANNEXE IV

page 3

(Tous les chiffres sont en dollars EU)

| P A S S I F | A C T I F |
|-----------------------------------|--|
| Solde Reporté..... 555.690,50 | Solde Reporté..... 2.864,944,25 |
| | 3. <u>Bureaux régionaux (suite)</u> |
| | <u>Groupe Africain auprès des Nations Unies</u> |
| | a) Avances de salaire..... 2.340,10 |
| | b) Prêts pour achat de voiture..... - |
| | <u>Comité de Libération, Bureau sous-régional de Lusaka.</u> |
| | a) Avances de salaire..... 28,64 |
| | b) Prêts pour achat de voiture..... 847,68 |
| | <u>Bureau Interafricain de Linguistique de l'OUA, Kampala.</u> |
| | a) Avances de salaire..... - |
| | b) Prêts pour achat de voiture..... 1.150,00 |
| | c) Avances pour frais de voyage..... - |
| | d) Avances diverses..... - |
| | <u>Bureau de Coordination, Malabo</u> |
| | a) Avances de salaire..... 106,00 |
| | b) Prêts pour achat de voiture..... - |
| | c) Avances pour frais de voyage..... - |
| | d) Avances diverses..... - |
| | <u>Délégation Permanente de l'OUA à Genève.</u> |
| | a) Avances de salaire..... 1.294,74 |
| | b) Prêts pour achat de voiture..... 2.121,44 |
| | c) Avances pour frais de voyage..... - |
| | d) Avances diverses..... - |
| Solde à Reporter 555.690,50 | Solde à Reporter..... 2.872,832,85 |

BILAN DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

AU 31 MAI 1974.

FBM/5 (XX)

ANNEXE IV
Page 4

(Tous les chiffres sont en dollars EU.)

P A S S I F

Solde Reporté 555.690,50

A C T I F

Solde Reporté.....2.872.832,85

V. VERSEMENTS ANTICIPÉS POUR L'EXERCICE FINANCIER 1974/75

a) Secrétariat Général (cf. Annexe IX)..... 16.773,40

VI. SOLDE BANCAIRE

a) Fonds de Roulement..... 68.822,91

b) Fonds Général..... 612.965,48

c) C.S.T.R. et Bureaux sous régionaux 56.613,77

d) Comité de Coordination pour la Libération
de l'Afrique :

i) Dar-es-Salaam..... 56.445,34

ii) Bureau sous-régional de Lusaka..... 15.961,67

iii) Bureau sous-régional de Conakry..... 4.803,07

e) Bureau Inter-africain de Linguistique, Kampala. 14.300,42

f) Bureau de Coordination, Malabo..... 9.747,85

g) Délégation Permanente de l'OUA à Genève..... 1.289,35

h) Groupe Africain auprès des Nations Unies
New York..... (744,47)

Solde à Reporter..... 555.690,50

Solde à Reporter..... 3.729.811,64

BILAN DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE

AU 31 MAI 1974

FBM/5 (XX)

ANNEXE IV
page 5

Tous les chiffres sont en dollars EU

| P A S S I F | | A C T I F | |
|-------------|---|---------------------------------|--|
| | | Solde Reporté..... 3.729.811,64 | |
| | Solde Reporté.....555.690,50 | VII. | <u>SOLDE EN CAISSE</u> |
| | | a) | Secrétariat Général..... 112,03 |
| | | b) | Bureaux de C.S.T.R..... 188,75 |
| | | c) | Comité de Coordination pour la Libération de l'Afrique, Dar-es-Salaam..... 70,03 |
| | | d) | Comité de Coordination pour la Libération de l'Afrique, Sous-Bureau de Lusaka..... 28,16 |
| | | e) | Bureau de Coordination, Malabo 37,20 |
| | Valour nette au 31 mai 1974..... 3.174.557,31 | | |
| | Total Passif..... 3.730.247,81 | | Total Actif..... 3.730.247,81 |
| | ===== | | ===== |

CONSEIL DES MINISTRES
VINGT-QUATRIEME SESSION ORDINAIRE
ADDIS-ABEBA, 14-21. FEVRIER 1975

CM/618/Add.I (XXIV)

RAPPORT DU CONSEIL DES VERIFICATEURS EXTERNES SUR
LA COMPTABILITE DU COMITE DE COORDINATION POUR LA
LIBERATION DE L'AFRIQUE
DAR-ES-SALAAM
POUR LA PERIODE ALLANT DU 1er JUIN 1973 AU 31 MAI 1974

RAPPORT SUR LA VERIFICATION EXTERIEURE DES COMPTES DU FONDS SPECIAL
DU COMITE DE COORDINATION POUR LA LIBERATION DE L'AFRIQUE, POUR LA
PERIODE ALLANT DU 1er JUIN 1973 AU 31 MAI 1974

INTRODUCTION

Les comptes du Secrétariat du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique ont été vérifiés du 24 Octobre au 6 novembre 1974 par les vérificateurs du Burundi, de la République Centrafricaine et du Ghana, membres du Conseil des vérificateurs externes. Le présent rapport concerne les opérations financières du Secrétariat exécutif de Dar-Es-Salaam.

2. Portée de la vérification : La vérification a été effectuée sur les livres comptables habituels mais sa portée a été limitée par le facteur temps, par l'absence d'un contrôleur financier à Dar-Es-Salaam et par le fait qu'un des rapports des contrôleurs financiers envoyés par le Secrétariat Général d'Addis Abeba à Dar-Es-Salaam n'a pas été mis à la disposition des vérificateurs externes.

3. La vérification a été effectuée, en certains cas par sondage sur les livres comptables et les registres suivants :

- i) Le journal des recettes et des dépenses
- ii) Les relevés et les apurements des comptes bancaires
- iii) Les livres des recettes
- iv) Les bordereaux de paiement et les pièces justificatives y afférentes.
- v) L'état des contributions et des donations
- vi) Les comptes du grand livre
- vii) Les registres de la petite caisse
- viii) Les fiches de pension et de sécurité sociale
- ix) Le grand livre des avances recouvrables

A. FONDS GENERAL

4. Etat des comptes : Les comptes ont été bien tenus mais une amélioration demeure nécessaire en ce qui concerne en particulier les reports sur le grand livre et la préparation des bordereaux de paiement. A propos de ces derniers, l'absence de l'équivalent en dollars des Etats-Unis des sommes payées en monnaie locale a compliqué la vérification. Il y a eu, en outre trop de corrections apportées aux comptes et partant, plusieurs bordereaux n'ont pas été inscrits sur les fiches correspondantes du grand livre. On trouvera les détails pertinents dans les rapports du contrôleur financier sur l'exercice 1973/74. Nous sommes donc contraints face à cette situation de faire les recommandations suivantes :

- a) Les comptes du Secrétariat de Dar-Es-Salaam devraient être confiés à un personnel comptable qualifié.
- b) Le journal et les grands livres devraient être tenus par des hauts fonctionnaires plutôt qu'aux fonctionnaires subalternes.
- c) Il faudrait demander au contrôleur financier nommé pour le bureau de Dar-Es-Salaam, d'assumer ses fonctions sans retard. Entretiens et afin d'éviter l'accumulation des erreurs, le contrôleur financier principal du Secrétariat Général devrait vérifier les comptes pour la période prenant fin le 31 Décembre 1974.

5. Situation financière : Le solde en banque et le solde en caisse des deux comptes ouverts par le Secrétariat au titre du Fonds général étaient les suivants au 1er Juin 1973.

| | |
|---------------------------------|-------------------------------|
| a) (i) Compte en monnaie locale | <u>Dollars E.U.</u> |
| (153 462,25 shillings) soit : | 21 584,00 |
| (ii) Compte en dollars E.U. | 76.536,49 |
| Petite caisse | <u>0,84</u> |
| | <u><u>54 953,33 \$EU.</u></u> |

| | |
|--|--------------------------------|
| b) Soldes au 31 Mai 1974 | <u>Dollars E.U.</u> |
| (i) Compte en monnaie locale | <u>Dollars E.U.</u> |
| 36 905,30 shillings soit | 5 168,81 |
| (ii) Compte en dollars E.U. | 51 276,53 |
| (iii) Petite caisse, 500,00 shillings soit | <u>70,03</u> |
| | <u><u>56 515,37 \$E.U.</u></u> |

6. On a relevé que le compte en monnaie locale qui présentait au 31 Mai 1973 un solde créditeur de 92 385,00 dollars EU. présentait au 1er Juin 1973 un solde débiteur s'élevant à 153 462,25 shillings soit 21 584,00 dollars EU. Ceci est dû au fait que les erreurs dans les débits et les crédits du compte en monnaie locale ont été rectifiées le 31 Mai 1973. On trouvera ci-dessous quelques unes de ces rectifications :

| <u>Débits erronés</u> | <u>Dollars EU.</u> | <u>Crédits erronés</u> | <u>Dollars EU.</u> |
|--|--------------------|---|--------------------|
| i) Télégramme pour Djibouti | 11,25 | Contribution de Maurice | 2 468,87 |
| ii) Chèque N° 15103 | 342,55 | Contribution de la Somalie | 17 031,25 |
| iii) Télégramme pour Kinshasa | 8,73 | Capitain Mutahangarwa | 40,32 |
| iv) Sécurité sociale | 364,33 | Donation de l'UNESCO | 4 375,00 |
| v) Chèque N° 168330 | 237,00 | Prêt pour achat de véhicule Fonds spécial | 4 201,68 |
| vi) Fonds spécial | 4 357,49 | Contribution de la Gambie | 1 453,78 |
| vii) Compte dollars | 444,54 | Donation au titre du Fonds spécial et remboursement d'avances temporaires | 3 092,61 |
| viii) Souscription au "Who is Who" in "Africa" | 25,7 | Chèques impayés | 1 650,80 |
| ix) Dépôts sous encaissement | 747,41 | | |

Le comptable devrait veiller à ce qu'il n'y ait pas de confusion possible entre les opérations du Fonds général et du Fonds spécial. Il faudrait en outre qu'il s'assure que le compte en monnaie locale soit réapprovisionné régulièrement afin qu'il ne soit pas à découvert.

.../

RÉCETTES

7. Reçus : Un des principes essentiels de la comptabilité consiste à respecter dans le journal de caisse ou dans tout autre registre, la date du reçu. On a cependant relevé que tous les reçus quelque soit la date, étaient portés au journal à la fin de chaque mois. Il est recommandé qu'à l'avenir tous les reçus soient inscrits à la date de leur réception ^{et} non à la fin de chaque mois.

DEPENSES

8. Etats financiers : Les états financiers sont donnés dans les annexes V et VI du présent document et consistent en un relevé des crédits accordés, des dépenses, des engagements et des soldes ainsi qu'en un relevé des avances accordées au personnel.

9. Budget : Les crédits ouverts pour le Secrétariat exécutif, tels qu'approuvés par le Conseil des Ministres réuni en sa 20ème Session Ordinaire pour l'exercice financier 1973/74 s'élevaient à 295 154,00 dollars EU. Les dépenses totales, y compris les engagements ont atteint 308 880,87 dollars EU, il y a donc eu un dépassement net de 13 726,87 dollars EU.

10. La ventilation des dépassements est la suivante :

| <u>Code</u> | <u>Libellé</u> | <u>Crédits ouverts</u> | <u>Dépenses</u> | <u>Dépassements</u> |
|-------------|---|------------------------|-----------------|---------------------|
| 200 | Frais de voyage à l'occasion des nominations | \$EU. 1 000,00 | 1 292,19 | 272,19 |
| 201 | Frais de voyage à l'occasion des congés dans les foyers et de la cessation de service | 9 000,00 | 13 989,79 | 4 989,79 |
| 202 | Frais de voyage à l'occasion des mutations | - | 4 589,76 | 4 587,76 |
| 203 | Indemnité d'installation | 1 500,00 | 1 911,00 | 411,00 |
| 206 | Caisse de retraite de l'OUA | 13 307,00 | 16 407,67 | 3 100,67 |
| 208 | Régime de prestations médicales de l'OUA | 5 000,00 | 14 503,04 | 9 503,04 |

.../

| <u>Code</u> | <u>Libellé</u> | <u>Crédits ouverts</u> | <u>Dépenses</u> | <u>Dépassements</u> |
|-------------|------------------------------------|------------------------|-----------------|---------------------|
| 213 | Indemnité de réajustement de poste | \$EU. 2 500,00 | 8 316,77 | 5 816,77 |
| 300 | Frais de voyage en mission | 20 000,00 | 37 806,07 | 17 806,07 |
| 401 | Entretien des véhicules | 3 500,00 | 3 506,48 | 6,48 |
| 402 | Entretien du matériel | 500,00 | 668,94 | 168,94 |
| 404 | Electricité et eau | 2 500,00 | 2 838,17 | 338,17 |
| 502 | Frais postaux | 250,00 | 345,66 | 95,66 |
| 504 | Fret | 500,00 | 577,78 | 77,78 |
| 703 | Bureaux | 1 000,00 | 1 002,81 | 2,81 |

11. Il ressort des chiffres précédents que le Secrétariat exécutif devra contrôler plus étroitement les dépenses, il semble qu'un tel contrôle soit inexistant à l'heure actuelle.

12. Missions : C'est sur ce code que le dépassement le plus important a été enregistré, le crédit ouvert s'élevait à 20 000 dollars EU. et le dépassement a atteint 17 000 dollars EU. (89%). Après avoir étudié sérieusement la situation, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il faudrait adopter deux mesures afin que le contrôle soit efficace et que les dépenses pour les missions effectuées par le personnel du Secrétariat soient aussi réduits que possible. Nous estimons tout d'abord que les crédits destinés aux missions et qui figurent actuellement en bloc au budget devraient être ventilés et soumis pour approbation au Conseil des Ministres afin que tous les voyages inutiles et non autorisés soient éliminés. Il faudrait ensuite que les voyages autorisés soient effectués selon l'itinéraire le plus court et le plus approprié et ce, conformément au règlement en vigueur. On peut citer comme exemples d'itinéraires onéreux les voyages effectués pour la réunion de la Commission de la Défense à Conakry.

i) M. A. Sidky, Secrétaire exécutif adjoint à la défense et M..F.K. Gunzar, Secrétaire.

Dar-Es-Salaam/Paris/Conakry-Conakry/Dar-Es-Salaam \$EU. 4 138,50

ii) Lieutenant Colonel H. Mbita, Secrétaire exécutif

Dar-Es-Salaam/Abidjan/Dakar/Conakry/Dar-Es-Salaam \$EU. 597,00

13. Toujours à propos des économies à réaliser en matière de voyages, il ne faudrait envoyer aux réunions du Conseil des Ministres et de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement que les fonctionnaires dont la présence est jugée vraiment nécessaire.

14. Frais médicaux : Monsieur Y. Slenouda, fonctionnaire du Secrétariat Exécutif est tombé malade pendant la période sous examen et a été soigné à New-York. Le Secrétariat a accordé à Monsieur et à Madame Slenouda des billets d'avion s'élevant respectivement à 1.466, 81 (D. J. 53/10) et à 1.020, 25 dollars EU (D. V. 57/10) afin de leur permettre de se rendre à New-York, sans que soient respectées les formalités figurant au paragraphe 2 de la Section III du Plan d'Assistance médicale qui stipule ce qui suit :

"En cas de maladie d'un fonctionnaire permanent statutaire et lorsqu'un groupe de médecins approuvé ou nommé par le Secrétaire Général administratif estime que la vie du fonctionnaire est en danger, l'Organisation assure ses frais de voyage par l'itinéraire le moins cher et le plus direct vers un pays où il peut être soigné, elle paye en outre 80% des frais médicaux et des frais d'hôpital afférents au traitement spécialisé qu'il reçoit. Si le malade est un adulte ou un enfant à charge d'un fonctionnaire, et si un groupe de médecins tel que défini plus haut recommande qu'il soit accompagné par une personne, l'CUA paiera 80% du voyage aller-retour de cette personne dans le pays où le malade doit être soigné".

Non seulement le règlement ci-dessus n'a pas été respecté mais le Secrétariat a remboursé à Monsieur Slenouda des frais médicaux s'élevant à 9.806, 86 dollars EU sans qu'aucune pièce justificative ne prouve qu'il ait payé des factures au préalable. Il convient aussi de relever que les crédits ouverts pour les soins médicaux s'élevaient à 5.000, 00 dollars EU et que le Secrétariat a dépensé 14.503, 04 dollars EU dont 12.089, 87 dollars EU ont été remboursés à Monsieur Slenouda. Les faits rapportés ci-dessus soulignent la nécessité d'examiner le problème des frais médicaux en vue d'adopter des mesures plus efficaces afin que ce genre de dépenses soit moins onéreux pour l'Organisation.

15. Fonds pour le bien-être du personnel : Le but de ce fonds pour lequel les crédits ouverts s'élèvent à 500,00 dollars EU au titre du Code 604 du budget du Secrétariat pour l'exercice 1973/74 n'est pas clair. Les dépenses encourues durant cet exercice ont été les suivantes :

DV 47/7/73 366,99 dollars EU Frais d'une réception organisée à l'hotel Palm Beach.

DV 14/8/73 7,01 dollars EU Location de deux lampes à gaz (pour la soirée).

DV 25/12/73 84,39 dollars EU Fête de Noël organisée pour les enfants des fonctionnaires.

Il ressort des dépenses ci-dessus que le fonds a été utilisé comme s'il était destiné aux dépenses de réception. Nous estimons qu'il doit être destiné exclusivement au bien-être du personnel et non pas à l'organisation de soirées étant donné que des crédits sont votés à cet effet.

16. Emission des ordres d'achats locaux : Les demandes d'ordres d'achats locaux des fournitures et des services doivent être contre-signées par le comptable qui doit s'assurer qu'il existe des fonds dans les Codes correspondants et ce, avant qu'un engagement quelconque ne soit pris.

17. Avance temporaire accordée à Ato Assefa : Lorsque presque tous les fonctionnaires supérieurs (y compris les signataires des chèques) sont partis en conférence à Yaoundé, la somme de 3.000 dollars EU, soit 21.420,00 shillings a été payée à Ato Assefa Negussie en tant qu'avance temporaire destinée aux besoins du Secrétariat. Il s'est avéré qu'en 22 jours 396,04 dollars EU seulement ont été dépensés, il y a donc eu un solde de 2.603,16 dollars EU qui a été reversé plus tard à la caisse. Ceci constitue un exemple de la manière dont les fonds publics ne devraient pas être dilapidés. S'il y avait eu un contrôle financier efficace, seul un montant raisonnable aurait été confié à Ato Assefa.

18. Contributions au titre de la caisse de retraite : L'examen des registres a révélé qu'à partir du 1er Juin 1972 date à laquelle l'indemnité d'ajustement de poste est entrée en vigueur, le Secrétariat a calculé les contributions du personnel au titre de la caisse de retraite à partir du salaire de base et de l'indemnité de poste et non pas à partir du salaire de base uniquement. Il en est résulté des contributions excédentaires jusqu'en Juin 1973, lorsque l'erreur a été relevée. Afin que l'CUA ne soit pas obligée de payer une contribution supplémentaire, nous proposons que, les contributions à la Caisse de Retraite pour la période allant du 1er Juin 1972 au 30 Juin 1973 soient recalculées à partir des salaires de base uniquement et que les excédents soient versés à la Caisse. Les fonctionnaires pourront choisir entre le recouvrement des contributions payées en excédent ou leur versement dans leurs comptes d'épargne respectifs.

19. Affrètement d'un avion : La somme de 649,79 dollars EU a été payée par bordereau DV 27/7 du 13 Juillet 1973 pour l'affrètement d'un avion destiné à permettre à Monsieur Ba, Directeur du Bureau des Réfugiés de se rendre de Dar-es-Salam à Tabora. Nous estimons, puisqu'il existe des vols intérieurs jusqu'à Tabora, que cette dépense était inutile d'autant plus que les fonds dont dispose le Bureau des Réfugiés sont limités. Comme on pouvait le prévoir, la somme de 649,79 dollars EU figure jusqu'à présent dans les comptes du Fonds général comme avance due par le Bureau.

20. Avances pour achat de réfrigérateurs, de cuisinières à gaz etc... :

Le Bureau de l'CUA à Dar-es-Salam est le seul à avoir accordé des avances pour les achats suivants :

| N° du Borde- reau | Montant Dol. EU | Bénéficiaire | Poste | Objet |
|----------------------|--------------------|--------------------|------------------------|------------------|
| 9/6 | 132,49 | M. E. Humbo | Chauffeur | Cuisinière à gaz |
| 10/6 | 132,49 | M. T. Mwakaje | Chauffeur | Cuisinière à gaz |
| 19/6 | 139,94 | M. N. S. Sinkala | Flanton | Cuisinière à gaz |
| 26/6 | 252,04 | M. J. Shayo | Chauffeur | Réfrigérateur |
| 27/6 | 144,73 | M. F. Jackson | Flanton | Cuisinière à gaz |
| 36/6 | 172,29 | Mlle R. Thomas | Dactylographe | Réfrigérateur |
| 24/7 | 168,77 | Mr. H. Jumo | Chauffeur | Cuisinière à gaz |
| 13/8 | 314,49 | M. F. K. Gunza | Secrétaire | Réfrigérateur |
| 68/11 | 456,40 | M. S. B. Chalamila | Commis | Réfrigérateur |
| 2/12 | 265,82 | M. J. E. Ishenge | Commis-maga- sinier | Réfrigérateur |

| <u>N° du Borde- reau</u> | <u>Montant dol. EU</u> | <u>Bénéficiaire</u> | <u>Poste</u> | <u>Objet</u> |
|------------------------------|----------------------------|---------------------|-----------------------|---------------|
| 31/12 | 279, 13 | M. J. R. Masasi | Commis-com- ptable | Réfrigérateur |
| 49/3 | 246, 50 | M. Ali Kawambo | Chauffeur | Réfrigérateur |

Nous avons soulevé cette question, pleinement conscients des dispositions de la Section 1 (a) du Chapitre I des Conditions et modalités de travail du personnel non-statutaire de l'OUA (Document CME/76/Rev. 1). Nous estimons cependant que cette pratique est à rejeter pour les raisons suivantes :

- i) Elle paralyse inutilement les fonds de l'OUA ;
- ii) Selon le point de vue de l'OUA, cette pratique n'est pas à proprement parler dans l'intérêt du personnel à revenus modérés puisqu'il contacte ainsi des dettes pour l'achat d'articles de luxe dont il pourrait facilement se passer ;
- iii) Ceci comporte aussi un risque pour l'OUA au cas où un fonctionnaire quitterait son service avant que son compte de sécurité sociale ne contienne suffisamment de fonds pour rembourser sa dette.

21. Registres de mouvement des véhicules : Le Secrétariat Exécutif possède les cinq voitures suivantes :

| | | | |
|----------|---------------|---|---------------------------|
| C. D. 1 | Mercédès Benz | - | Voiture officielle |
| C. D. 40 | Feugeot 404 | - | Voiture de service |
| C. D. 25 | Feugeot 504 | - | Voiture de service |
| C. D. 31 | Landrover | - | Services du Fonds Spécial |
| C. D. 36 | Landrover | - | Services du Fonds Spécial |

L'examen des registres de mouvement des véhicules a démontré qu'ils étaient tenus de manière désordonnée et ne correspondaient pas aux registres standard.

Ceci ne nous a pas permis de nous assurer que les mouvements des voitures et la consommation de pétrole sont soumis à un contrôle efficace. Le peu de renseignements que nous avons pu tirer des registres nous a révélé cependant que les voitures de service étaient souvent utilisées pour conduire les enfants des fonctionnaires à l'école et les en ramener et à des fins personnelles. Nous

recommandons, que cette situation soit rectifiée. :

- i) Que les véhicules de service ne soient utilisés à des fins personnelles qu'exceptionnellement puisque tous les hauts fonctionnaires possèdent leur propre voiture ;
- ii) Que l'on utilise des registres standard qui soient bien tenus et que l'on y inscrive chaque mois et pour chaque véhicule la consommation moyenne de pétrole par mille.

22. Inventaires et magasins : Comme pour le cas précédent, l'inventaire du Secrétariat n'a pu être effectué étant donné que les registres n'étaient pas bien tenus et n'étaient pas à jour. Nous recommandons vivement que le Secrétariat dresse un inventaire complet de l'ensemble du mobilier et du matériel et qu'il établisse en outre des inventaires séparés pour chaque bureau.

23. Le magasin de dépôt doit aussi être amélioré. Une des pièces en faisant partie a été trouvée dans le plus grand désordre et contenait pêle-mêle le matériel utilisable et le matériel usé. Il semble en outre qu'aucune comptabilité n'est exercée à propos du magasin. Il est nécessaire, étant donné que le Secrétariat possède des articles de valeur comme du matériel de bureau, des enregistreurs, des radios et des articles de papeterie, qu'un système comptable efficace soit mis au point pour le magasin.

24. Le personnel comptable s'est plaint du fait que les changements des taux de salaires des interprètes et des traducteurs, des ajustements de poste et d'autres indemnités ne soient pas communiqués rapidement par le Secrétariat général aux bureaux régionaux. Nous proposons donc que de tels renseignements soient communiqués à temps aux bureaux régionaux afin d'éviter des décaissements erronés.

25. Suite donnée aux rapports des contrôleurs financiers : Les enquêtes effectuées à ce sujet ont révélé que peu ou pas d'attention n'avait été accordée aux rapports des contrôleurs financiers, aux observations et ainsi qu'aux recommandations permettant de remédier à certaines négligences dont faisaient mention ces rapports. A ce propos nous attirons l'attention sur les derniers rapports des contrôleurs financiers :

N° CAB/IA/5/1973 (18 Mars 1974) et N° CAB/IA/5/1974 (14 Octobre 1974)
et en particulier sur les recommandations concernant les avances diverses
et les avances recouvrables auprès des Etats membres.

FONDS SPECIAL

Les registres comptables du fonds spécial ont été examinés par les membres du Conseil des Vérificateurs externes du Ghana, de la République Centrafricaine et du Burundi durant leur séjour à Dar-es-Salam. La vérification a porté sur les opérations financières effectuées du 1er Juin 1973 au 31 Mai 1974.

2. Etat des comptes : Les comptes du Fonds Spécial étant pratiquement dans le même état que ceux du fonds général, les recommandations sont donc les mêmes que pour ce dernier.

3. Situation financière : Il existe deux comptes en livres sterling pour le fonds spécial. Les soldes de ces deux comptes étaient les suivants au début de l'exercice financier soit au 1er Juin 1973 :

| | |
|-------------|------------------------|
| Compte N° 1 | 440.631, 06 |
| Compte N° 2 | <u>113.515, 54</u> |
| Total..... | 554.146, 60 £ ===== |

Les soldes en banque au terme de l'exercice financier, soit au 31 Mai 1974 s'élevaient à :

| | |
|-------------|--------------------------|
| Compte N° 1 | 1.001.891, 31 |
| Compte N° 2 | <u>92.042, 57</u> |
| Total..... | 1.093.933, 88 £ ===== |

4. Taux de conversion : Le fait que les deux comptes bancaires du Fonds Spécial, soient des comptes en livres sterling a provoqué des problèmes de conversion. Nous avons relevé que le Secrétariat a adopté un taux moyen de 17 shillings pour une livre sterling alors que la banque utilise le taux du jour qui est soit supérieur soit inférieur à 17 shilling contre une livre. Ceci a obligé le comptable à calculer la différence entre les taux de conversion à la fin de chaque mois afin de la porter soit au crédit soit au début du Journal; nous ne nous opposons pas sérieusement à cette méthode mais pour améliorer le système

de comptabilité nous proposons que la différence entre les taux de change fasse l'objet d'un reçu et soit portée au crédit du Code des frais bancaires, si elle est positive et au débit du même Code si elle est négative.

5. Les différences de conversions consignées dans les registres ont été les suivantes pour l'exercice 1973/74 :

| <u>Mois</u> | <u>Pertes sur conversion</u> | <u>Gains sur conversion</u> |
|----------------|-------------------------------|------------------------------|
| Juin 1973 | - | 2. 222, 44 £ |
| Juillet 1973 | - | 631, 09 |
| Août 1973 | - | 2. 747, 87 |
| Septembre 1973 | 212, 39 £ | - |
| Octobre 1973 | 36, 52 | - |
| Novembre 1973 | 1. 622, 20 | - |
| Décembre 1973 | 3. 918, 33 | - |
| Janvier 1974 | 1. 303, 76 | - |
| Février 1974 | 2. 647, 06 | - |
| Mars 1974 | 827, 77 | - |
| Avril 1974 | | 115, 74 |
| Mai 1974 | | 457, 84 |
| Total..... | <u>10. 568, 03 £</u> ===== | <u>6. 174, 98 £</u> ===== |

La différence nette s'élève à 4. 393, 05 £ : soit une moyenne mensuelle de 366, 09 £.

RECETTES

6. Le Fonds Spécial est alimenté habituellement par les contributions des Etats membres et par les donations de sympathisants. S'agissant des contributions, les Etats membres devaient payer au total 1. 399. 859, 50 £ au titre de l'exercice financier allant du 1er Juin 1973 au 31 Mai 1974. Les contributions reçues pendant cette période se sont élevées à 1. 182. 899, 12 £ et non pas à 1. 221. 952, 2 £ comme il est indiqué dans le relevé du Secrétariat exécutif figurant à l'annexé IV du présent rapport. Cette erreur provient du fait que 39. 053, 08 £ de trop ont été inscrites au titre de la contribution du Royaume du Maroc qui avait payé 82. 052, 25 £ et non pas 121. 105, 33 £ comme indiqué dans les écritures comptables.

7. Les arriérés des contributions des Etats membres s'élevaient au 31 Mai 1974 à 4.681.929,73 £, les plus importants étant :

| | |
|---------------------------|--------------|
| République Centrafricaine | 145.849,55 £ |
| Gabon | 352.336,59 |
| Côte-d'Ivoire | 279.174,29 |
| Malawie | 103.081,39 |
| Maroc | 431.426,65 |
| Nigéria | 493.981,26 |
| Sénégal | 130.768,51 |
| Tunisie | 227.024,83 |
| République Arabe d'Egypte | 618.589,79 |
| Zaire | 290.336,79 |

L'état des arriérés figure à l'annexe VIIa. Nous recommandons à nouveau que tout soit mis en oeuvre pour recouvrer ces arriérés étant donné que le non-paiement des contributions gêne considérablement la lutte menée en vue de la libération totale de l'Afrique.

8. Donations : Les donations reçues pendant l'année se sont élevées à 557.797,27 £, elles dépassent donc de 553.723,53 £ celles de l'année précédente (4.073,74). La liste des donateurs et des montants des dons est donnée à l'annexe VIII. Le comptable devra rectifier l'erreur qui s'est glissée dans le total des dons et qui s'élève à 223,63 £ ; cette erreur a été portée à son attention à toutes fins utiles.

DEPENSES

9. Budget : Les dépenses effectuées à partir des crédits ouverts par la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement pour l'exercice financier 1973/74 ont atteint 1.404.059,25 £ alors que les contributions s'élevaient à 1.399.859,50 £.

10. D'après les comptes du Secrétariat, les dépenses effectuées à partir du Fonds Spécial au 31 Mai 1974, fin de l'exercice financier, se sont élevées à 1.141.177,19 £. La ventilation est la suivante :

| | | |
|------------------------------|--------------|---------------|
| | £ | |
| Administration et propagande | 128.747,00 | - Annexe (ix) |
| Assistance matérielle | 675.588,89 | - Annexe (x) |
| Autres dépenses | 336.841,30 | - Annexe (xi) |
| | <hr/> | |
| | 1.141.177,19 | £ |

11. Les dépenses qui ont atteint au total 1.141.177,19£ ne comprennent pas la somme de 16.422,09£ qui a été confiée au Bureau de Lusaka pour l'achat d'une Landrover et à la construction d'un dépôt. Cette somme avait été d'abord inscrite au titre des avances (D.V. 17/9 et D.V. 29/9 mais a été transférée ultérieurement au Code des subventions. Cet ajustement n'a pas été consignée dans les écritures, s'il l'avait été, le total des dépenses aurait été de 1.157.599,28£ et non pas de 1.141.177,19 plus 16.422,09 £.

12. Autres observations sur le budget : Si l'on se base sur des dépenses réelles s'élevant à 1.157.599,28£ et qu'on les déduisait de la somme de 1.404.059,25 £ représentant les crédits ouverts, il y aurait des économies atteignant 246.459,97 £. Nous avons quelques difficultés à comprendre comment de telles économies ont été réalisées puisque les crédits alloués pour l'assistance matérielle aux mouvements de libération n'ont pas été épuisés et que le solde atteint 213.411,11£. Les crédits les moins dépensés ont été les suivants :

| <u>Mouvement</u> | <u>Crédits ouverts</u> | <u>Dépenses</u> | <u>Solde</u> |
|------------------|------------------------|-----------------|--------------|
| FNLA | 80.250,00 £ | 37.583,63 £ | 42.666,37 £ |
| FRELIMO | 217.500,00 | 161.191,91 | 56.308,09 |
| A.N.C. | 52.500,00 | 2.373,60 | 50.126,40 |
| ZANU | 60.000,00 | 26.822,28 | 33.177,10 |
| ZAFU | 60.000,00 | 13.840,59 | 46.159,41 |
| SWAPO | 63.000,00 | 14.919,60 | 48.080,40 |

Il convient de rappeler que la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement avait décidé à sa 9ème Session ordinaire d'augmenter de 50% les crédits ouverts en faveur des mouvements de libération. Nous supposons que cette décision a été prise pour aider les mouvements de libération à intensifier leur lutte. Des économies de ce genre contrecarrent le voeu émis par les Chefs d'Etat d'autant plus que des crédits suffisants ont été disponibles durant tout l'exercice financier.

13. Assistance matérielle aux mouvements de libération : Nous avons relevé que le Secrétariat ne semble faire aucun effort pour que les versements au titre de l'assistance matérielle aux mouvements de libération soient accompagnés d'un accusé de réception officiel. On trouvera ci-dessous la liste des versements pour lesquels aucune pièce justificative n'a été délivrée par

les mouvements de libération :

| | |
|----------|---------------------------|
| DV. 4/6 | 5.000,00 £ au SPUP |
| DV. 42/7 | 2.625,00 £ au FNLA |
| DV. 43/7 | 4.375,00 £ au FAIGC |
| DV. 11/8 | 1.000,00 £ au MLSTP |
| DV. 39/8 | 32.000,00 £ au FRELIMO |
| DV. 42/8 | 2.000,00 £ au MPLA |
| DV. 44/8 | 50.000,00 £ au FAIGC |
| DV. 47/8 | 20.000,00 £ au FNLA |
| DV. 3/9 | 6.500,00 £ au ZAPU |
| DV. 4/9 | 6.500,00 £ au ZANU |
| DV. 25/9 | 4.375,00 £ au FAIGC |
| DV. 26/9 | 2.625,00 £ au FNLA |
| DV. 27/9 | 1.500,00 £ au LM Djibouti |
| DV. 28/9 | 1.500,00 £ au FLCA |
| DV. 31/2 | 9.648,26 £ au MPLA |
| DV. 40/2 | 2.625,00 £ au FNLA |
| DV. 41/2 | 7.875,00 £ au MPLA |
| DV. 43/2 | 2.187,00 £ au ANC |
| DV. 12/3 | 1.500,00 £ au FLCS |
| DV. 13/3 | 1.500,00 £ au FRELIMO |
| DV. 27/4 | 20.000,00 £ au FRELIMO |
| DV. 24/5 | 6.231,78 £ au ZANU |

Il faudrait obtenir des reçus officiels afin que nul ne doute que, ces sommes ont été vraiment payées aux Mouvements intéressés.

14. Comptes des mouvements de libération : Il semble que la procédure concernant la gestion des subventions par les mouvements de libération ait été totalement ignorée. D'après le système mis au point il y a quelques années, tous les mouvements de libération doivent soumettre leurs comptes concernant la gestion des subventions reçues au Bureau de Dar-es-Salam, aux fins de vérification par le contrôleur financier. Il ressort cependant de la vérification effectuée récemment qu'un seul mouvement à savoir, le FAIGC a soumis ses comptes au Secrétariat pendant l'exercice 1973/74. Il est probable que la plupart des mouvements ont oublié ce système ou ont estimé qu'il est inutile puisque le Secrétariat n'exige pas son application. Quoiqu'il en soit, il est souhaitable à notre avis que le Secrétariat, en vue d'assurer un contrôle véritable réaffirme son droit à être tenu au courant de la manière dont les subventions sont utilisées.

15. Dépenses afférentes aux centres d'entraînement : Le bordereau de paiement N° 18/4 du 18 Avril 1974 d'un montant de 20.974 £ représente le remboursement des dépenses effectuées au nom du Secrétariat exécutif par le Bureau du Second Vice-Président. Ce bordereau était accompagné d'un état récapitulatif des dépenses. Nous estimons que les demandes de remboursement de telles dépenses effectuées par les bureaux des vice-présidents ne devraient être acceptées que si elles sont accompagnées par toutes les pièces justificatives pertinentes ; factures, reçus etc. . .

QUESTIONS DIVERSES

16. Imputation erronée au Fonds Spécial : La somme de 3.550,00 shillings (507,00 dollars EU) payée par bordereau de paiement N° 24/6 à la Société Kenya Air Charter Ltd pour l'affrètement d'un appareil Wilson pour permettre au Colonel Mbita de se rendre de Nairobi à Dar-es-Salam aurait dû être imputée sur le Fonds général et non sur le Fonds Spécial. De tels débits incorrects devraient être évités à l'avenir.

17. Fourniture de Land-Rovers au Frelimo : La somme de 4.246,76 £ (DV. N° 11/3/74) a été payée pour l'achat de deux Land-rovers pour le Frelimo. Aucune pièce justificative ne prouve que ces véhicules ont été remis au Frelimo. Les seuls documents joints au bordereau sont un ordre d'achat local et une facture pro-forma de la Cooper Motor Corporation (Tanganyika) Ltd. Il faudrait que le Secrétariat donne des éclaircissements sur cette question.

18. Réparations et renovation des bureaux du Secrétariat exécutif :

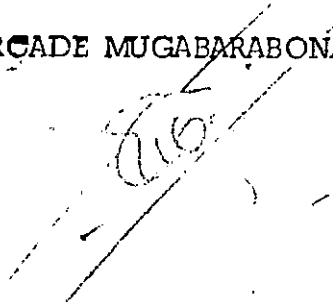
Bien que des appels d'offres aient lancés pour ce projet, nous avons relevé qu'aucun accord officiel n'a été conclu entre le Secrétariat et l'entrepreneur qui a obtenu le contrat. Il est nécessaire, dans l'intérêt de l'OUA que les travaux de ce genre fassent l'objet de contrats en bonne et due forme.

V. A. NKANSAH (GHANA)



KOUZOUNGUERE CAMILLE (REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE) Sé:

ARCADE MUGABARABONA (BURUNDI)



RECAPITULATIF DES CREDITS OUVERTS ET DES ENGAGEMENTS
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1973/74 (Tous les chiffres sont en dollars EU)

EMOLUMENTS DU PERSONNEL

| Code | Libellé | Crédits ouverts | Dépenses effectives | Engagements | Solde net (Dépassement) |
|------|-------------------------|--------------------|------------------------|-------------|----------------------------|
| 100 | Traitements et Salaires | 159.145 | 142.162,73 | - | 16.982,27 |

DEPENSES COMMUNES DU PERSONNEL

| Code | Libellé | Crédits ouverts | Dépenses effectives | Engagements | Solde net (dépassement) |
|------|---|-----------------|---------------------|-------------|-------------------------|
| 200 | Frais de voyage à l'occasion des nominations | 1.000 | 1.292,19 | - | (292,19) |
| 201 | Frais de voyage à l'occasion des congés dans les foyers et de la cessation de service | 9.000 | 13.989,79 | - | (4.989,79) |
| 202 | Frais de voyage à l'occasion des mutations | - | 4.587,76 | - | (4.587,76) |
| 203 | Indemnité d'installation | 1.500 | 1.911,00 | - | (411,00) |
| 204 | Indemnité de charge de famille | 6.150 | 4.187,20 | 100,00 | 1.862,80 |
| 206 | Caisse de pensions de l'OUA | 13.307 | 15.170,67 | 1.237,00 | (3.100,67) |
| 207 | Programme d'assurance et de sécurité sociale de l'OUA | 2.500 | - | 2.500,00 | - |
| 208 | Régime des prestations médicales de l'OUA | 5.000 | 14.503,04 | - | (9.503,04) |
| 212 | Indemnité de frais d'études | 2.500 | 1.155,87 | - | (1.344,13) |
| 213 | Indemnité de poste | 2.500 | 8.316,77 | - | (5.816,77) |
| | Total de la Section II | 43.457 | 65.114,29 | 3.837,00 | (25.494,29) |

FRAIS DE VOYAGE DU PERSONNEL EN MISSION

| Code | Libellé | Crédits ouverts | Dépenses effectives | Engagement | Solde net (dépassement) |
|------|----------------------|--------------------|------------------------|------------|----------------------------|
| 300 | Missions officielles | 20.000 | 37.806,07 | - | (17.806,07) |

LOCATION ET ENTRETIEN DES LOCAUX ET DU MATERIEL

| Code | Libellé | Crédits ouverts | Dépenses effectives | Engagement | Solde net (dépassement) |
|------|-------------------------------------|-----------------|---------------------|------------|-------------------------|
| 401 | Entretien des véhicules | 3.500 | 3.506,48 | - | (6,48) |
| 402 | Entretien du matériel | 500 | 668,94 | - | (168,94) |
| 403 | Entretien des locaux | 1.000 | 156,71 | - | 843,29) |
| 404 | Services publics (eau, électricité) | 2.500 | 2.838,17 | - | (338,17) |
| 405 | Aménagement des locaux | 1.000 | - | 1.000 | - |
| 406 | Assurance des véhicules, etc. | 1.000 | 697,61 | - | 302,39 |
| | | 5.500 | 7.867,91 | 1.000 | 632,09 |

COMMUNICATIONS

| Code | Libellé | Crédits ouverts | Dépenses effectives | Engagement | Solde net (dépassement) |
|------|--------------------------------------|-----------------|---------------------|------------|-------------------------|
| 500 | Télégrammes | 3.000 | 2.661,67 | - | 338,33 |
| 501 | Téléphones | 6.000 | 5.071,60 | 928,40 | - |
| 502 | Frais d'affranchissement du courrier | 250 | 345,66 | - | (95,66) |
| 503 | Malle-courrier | 300 | 13,00 | - | 287,00 |
| 504 | Frêt | 500 | 577,78 | - | (77,78) |
| | TOTAL DE LA SECTION V | 10,050 | 8.669,71 | 928,40 | 451,89 |

SERVICES ET FOURNITURES DIVERS

| Code | Libellé | Crédits ouverts | Dépenses effectives | Engagements | Solde net (dépassement) | |
|------------------------|---|-----------------|---------------------|-------------|-------------------------|---------|
| 600 | Papeterie et fournitures de bureau | 3.000 | 4.480,40 | - | (1.480,40) | *1. 600 |
| 601 | Frais d'opérations bancaires et timbres fiscaux | 200 | 87,10 | - | 112,90 | |
| 603 | Réceptions | 1.000 | 500,52 | 499,48 | - | |
| 604 | Services sociaux | 500 | 458,39 | 41,61 | - | |
| 605 | Livres et services pour la bibliothèque | 2.000 | 277,80 | - | 1.722,20 | *2. 605 |
| 606 | Abonnements à des journaux et périodiques | 450 | 855,45 | - | (405,45) | *3. 606 |
| 607 | Autres fournitures et services divers | 1.000 | 180,50 | - | 819,50 | |
| 608 | Impression de documents | 2.000 | 383,60 | - | 1.616,40 | |
| Total de la Section VI | | 10.150 | 7.223,76 | 541,09 | 2.385,15 | |

* 1. La Fiche du Grand Livre concernant le Code 600 indique un montant de 4.480,40 \$ EU alors que l'état indique 3.000 \$ EU. La différence apurée au Code 800 par bordereau de redressement No.16/5 mais le bordereau de redressement n'est pas indiqué sur la Fiche du Grand Livre.

* 2. L'état du Code 605 indique un montant de 683,25 \$ EU alors que la Fiche correspondante du Grand Livre indique un montant de 277,80 \$ EU.

* 3. La Fiche correspondant au Code 606 indique un montant de 855,45 \$ alors que l'état en indique un montant de 450,00 \$ EU. Le bordereau de redressement N° 15/5 a été placé dans les virements en excédent au Code 605.

IMMOBILISATIONS

| Code | Libellé | Crédits ouverts | Dé penses effectives | Engagement | Solde net (dépassement) |
|------|--|--------------------|-------------------------|------------|----------------------------|
| 702 | Mobilier et agencement | 1.500 | 460,50 | - | 1.039,50 |
| 703 | Matériel de bureau | 1.000 | 1.002,81 | - | (2,81) |
| 706 | Matériel pour la Presse et l'Information | 1.000 | 810,97 | - | 189,03 |
| 709 | Matériel divers | 200 | - | - | 200,00 |
| | | 3.700 | 2.274,28 | - | 1.425,72 |

CONFÉRENCES, COMMISSIONS, CONSEILS ET COMITÉS

| Code | Libellé | Crédits ouverts | Dépenses effectives | Engagement | Solde net (dépassement) |
|------|-------------|--------------------|------------------------|------------|----------------------------|
| 800 | Conférences | 39.152 | 31.455,63 | * - | 7.696,37 |
| | TOTAL | 295.154 | 31.455,63 | 6.306,49 | 13.726,87 |

* Le redressement s'élevant à 1.480,40 \$ EU fait par Bordereau 16/5 du 31/5/74 fait au titre de ce code n'a pas été posté au Grand Livre de Caisse.

AVANCES A RECOURRER AUPRES DES MEMBRES DU
PERSONNEL AU 31 MAI 1974

(Tous les chiffres sont en \$ EU)

| <u>Noms</u> | <u>AR/1</u> | <u>AR/2</u> | <u>AR/3</u> | <u>AR/4</u> | <u>Total</u> |
|--------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| M. D. Amoah-Kusi | - | 2.100,00 | 63,00 | - | 2.163,00 |
| M. J. L. Bitchoka | 525,10 | 1.900,00 | 30,00 | - | 2.455,10 |
| M. S. B. Chalamila | 228,22 | 1.012,50 | - | - | 1.240,72 |
| M. F. K. Gunzar | 49,39 | 1.012,50 | 63,00 | - | 1.124,89 |
| M. J. E. Ishengoma | 132,92 | - | - | - | 132,92 |
| M. Peter Jackson | 12,07 | - | - | - | 12,07 |
| M. C. K. Johnson | 540,40 | 1.900,00 | 2.100,59 | - | 4.540,99 |
| M. Hamisi Juma | 14,11 | - | - | - | 14,11 |
| M. Ali Kawambwa | 205,42 | - | - | - | 205,42 |
| Mlle T. Linus | - | - | 63,00 | - | 63,00 |
| Mme E. Magani | - | - | 63,00 | - | 63,00 |
| M. J. K. Masasi | 139,53 | - | - | - | 139,53 |
| Lt. Col. H. Mbita | - | 1.650,00 | 105,00 | - | 1.755,00 |
| M. M. L. Metteden | 2.380,16 | - | 105,00 | - | 2.485,16 |
| Mme A. Munanka | - | - | 63,00 | - | 63,00 |
| M. L. S. Oyaka | - | 2.500,00 | 105,00 | - | 2.605,00 |
| M. P. Sendeu | 18,43 | - | - | - | 18,43 |
| M. J. Shayo | 21,04 | - | - | - | 21,04 |
| M. Y. Shenouda | - | - | - | 204,05 | 204,05 |
| M. A. M. Sidky | - | - | 105,00 | - | 105,00 |
| Mlle B. R. Thomas | 294,44 | - | - | - | 294,44 |
| M. O. Adesola | ,02 | - | - | - | ,02 |
| | 4.561,25 | 12.075,00 | 2.865,59 | 204,05 | 19.705,89 |

CONTRIBUTIONS VERSEES PAR LES ETATS MEMBRES
POUR LA PERIODE ALLANT DU
1er JUIN 1973 AU 31 MAI 1974

| <u>ARTICLE No.</u> | <u>RECU No.</u> | <u>SOMME VERSEE</u> |
|--------------------------------|-----------------|-------------------------------|
| 1. Algérie | 957 | 79.942,28 |
| 2. Burundi | 949 | 17.073,47 |
| 3. Cameroun | 927, 958 | 161.280,04 |
| 4. Congo Brazzaville | 942 | 4.944,91 |
| 5. Dahomey | 902, 940 | 24.656,00 |
| 6. Ethiopie | 933 | 39.341,12 |
| 7. Ghana | 926 | 119.927,94 |
| 8. Libéria | 904, 946 | 63.589,65 |
| 9. Libye | 925, 941, 953 | 161.344,57 |
| 10. Madagascar | 913 | 42.853,38 |
| 11. Maroc | 930, 960, 967 | 121.105,33 |
| 12. Nigéria | 905, 920 | 120.900,90 |
| 13. Guinée | 964 | 8.615,25 |
| 14. Rwanda | 929 | 8.680,25 |
| 15. Sénégal | 952 | 39.910,92 |
| 16. Sierra Leone | 931 | 9.939,00 |
| 17. Soudan | 939 | 47.881,00 |
| 18. Tanzanie | 907, 922 | 37.542,11 |
| 19. Togo | 963 | 7.645,35 |
| 20. Ouganda | 928 | 23.301,88 |
| 21. Haute Volta | 932 | 10.004,93 |
| 22. République Arabe d'Egypte | 956 | 65.143,92 |
| 23. Zaïre | 903 | <u>6.328,00</u> |
| Total des contributions reçues | | 1.221.952,20 L. Stg. ===== |

COMPTÉ DU FONDS SPECIAL

DAR-- ES - SALAAM

ETAT DES CONTRIBUTIONS PROGRES ET DES ARRIERES AU 31.5.74.

(chiffres en \$ EU.)

| Nos | Etats membres | Arriérés au 31.5.74 | Cotisations 1973/74 | Contributions 1973/74 | Solde dâ au 31. 5.74 ou Dépassement |
|-----|---------------|------------------------|------------------------|--------------------------|---|
| 1 | Algérie | 35.532,50 | 79.942,28 | 79.942,28 | 35.532,50 |
| 2 | Burundi | 8.224,54 | 8.680,25 | 17.073,47 | 168,68 |
| 3 | Botswana | 68.067,00 | 7.000,20 | " | 75.067,20 |
| 4 | Cameroun | 128.389,10 | 32.900,94 | 161.280,04 | 10,00 |
| 5 | R.C.A. | 125.268,97 | 20.530,58 | " | 145.849,55 |
| 6 | Tchad | 110.690,43 | 16.240,46 | " | 126.930,89 |
| 7 | Congo. B | 64.085,68 | 7.000,20 | 4.944,91 | 66.140,97 |
| 8 | Dahomey | 99.392,29 | 14.840,42 | 24.656,00 | 89.576,71 |
| 9 | Guinée.Equ. | 11.667,00 | 7.000,20 | " | 18.667,20 |
| 10 | Ethiopie | 34.666,80 | 39.341,12 | 39.341,12 | 34.666,80 |
| 11 | Gabon | 283.314,62 | 69.021,97 | " | 352.336,59 |
| 12 | Gambie | 109.121,84 | 10.640,30 | " | 119.762,14 |
| 13 | Ghana | 46.260,32 | 66.221,89 | 119.927,94 | (7.445,73) |
| 14 | Côte d'Ivoire | 222.892,68 | 56.231,61 | " | 279.174,29 |
| 15 | Kénya | 13.478,08 | 30.940,88 | " | 44.418,96 |
| 16 | Lesotho | 60.141,78 | 9.380,27 | " | 69.522,05 |
| 17 | Libéria | 102.514,48 | 39.671,14 | 63.589,65 | 78.595,97 |
| 18 | Libye | 57.741,61 | 103.602,96 | 161.344,57 | " |
| 19 | Madagascar | 107.145,25 | 22.540,64 | 42.853,38 | 86.832,51 |
| 20 | Mali | 35.585,69 | 19.600,56 | " | 55.186,25 |
| 21 | Malawi | 93.561,12 | 9.520,27 | " | 103.081,39 |
| 22 | Mauritanie | 51.500,96 | 23.520,67 | " | 75.021,63 |
| 23 | Maurice (Ile) | 10.631,59 | 7.000,20 | " | 17.631,79 |
| 24 | Maroc | 429.756,51 | 83.722,39 | 82.052,25 | 431.426,65 |
| 25 | Niger | 115.437,18 | 17.780,51 | " | 133.217,69 |
| 26 | Nigéria | 517.019,36 | 97.862,80 | 120.900,90 | 493.981,26 |
| 27 | Guinée | 16.489,35 | 17.230,50 | 8.615,25 | 25.104,60 |
| 28 | Rwanda | 97.612,08 | 8.630,25 | 8.680,25 | 97.612,08 |
| 29 | Sénégal | 125.836,15 | 44.841,28 | 39.910,92 | 130.768,51 |
| 30 | Sierra Leone | 31.290,59 | 26.460,75 | 9.939,00 | 41.812,34 |
| 31 | Somalie | (2.737,17) | 10.640,30 | " | 7.903,13 |
| 32 | Soudan | 49.436,36 | 47.881,26 | 47.881,00 | 49.436,72 |
| 33 | Swaziland | 11.666,80 | 7.000,20 | " | 18.667,00 |
| 34 | Tanzanie | 4.318,39 | 27.580,78 | 37.542,11 | (5.642,94) |
| 35 | Togo | 103.317,25 | 17.500,00 | 7.645,35 | 113.171,90 |
| 36 | Tunisie | 189.643,77 | 37.381,06 | " | 227.024,83 |
| 37 | Ouganda | (1.198,82) | 24.500,70 | 23.301,88 | NIL |
| 38 | Haute-Volta | 90.011,26 | 12.880,36 | 10.004,93 | 92.886,69 |
| 39 | Egypte | 553.810,01 | 129.923,70 | 65.143,92 | 618.589,79 |
| 40 | Zaïre | 253.683,47 | 42.991,32 | 6.328,00 | 290.336,79 |
| 41 | Zambie. | (299,52) | 43.541,23 | " | 43.241,71 |
| | | 4.464.969,35 | 1.399.859,50 | 1.182.899,12 | 4.681.929,73 |

DONS FOURNIS PAR LES GOUVERNEMENTS, LES ORGA-
NISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES ET LES PARTICULIERS

DE JUIN 1973 AU 31 MAI 1974

| <u>Noms des donateurs</u> | <u>Requ No.</u> | <u>Montant</u> |
|---|-----------------|----------------|
| Conseil Mondial des Eglises | 901 | 3.844,88 |
| Ecole Secondaire Robert Shaaban | 801 | 65,88 |
| Chef de la Division de la Recherche et de la Formation - Ministère du Développement des ressources hydrauliques | 802 | 7,21 |
| Secrétaire particulier du Premier Ministre | 803 | 27,36 |
| Secrétaire général à la Défense | 804 | 2,94 |
| Atelier de la Tanu | 805 | 12,11 |
| Siège du TPDF | 806 | 152,94 |
| République de Guyane | 807 | 8.633,30 |
| "Peoples National Congress of Guyana" | 808 | 53,13 |
| Haute Cour de Justice | 809 | 58,82 |
| Village de Dodoma Ujamaa | 810 | 44,15 |
| Siège de la TANU | 811 | 80,82 |
| Siège de la TANU - Don payable au PAIGC | 812 | 168,33 |
| Commission régionale - Singida | 813 | 2,50 |
| Secrétaire particulier du Premier Ministre | 814 | 51,38 |
| Secrétaire particulier du Premier Ministre | 815 | 24,86 |
| Ministère des Affaires Extérieures - Libéria | 816 | 3.844,00 |
| Wanangambo - Shirika la Elimu Kibaha | 817 | 4,94 |
| Don de l'UNESCO au Mouvement de libération du FRELIMO | 818 | 1.785,00 |
| Commissaire Régional de la Région d'Iringa | 819 | 3,24 |
| Directeur du Développement du District - Ukerewe | 820 | 3,35 |
| M. J. Etva - Secrétaire de l'Université d'Atlanta | 821 | 37,64 |
| Mwalimu Mkuu Elimu ya Siasa | 822 | 11,06 |
| Directeur du Développement du District - Ngudu | 823 | 4,12 |
| S.E. Le Président W. R. Tolbert du Libéria | 910 | 1.000,00 |
| Secrétaire général du Cabinet du 1er Vice-Président | 824 | 12,76 |
| Université de Dar-es-Salaam | 825 | 117,64 |
| Commissaire Régional - Iringa | 826 | 28,61 |
| Village de Nkonekote Ujamaa | 827 | 4,73 |
| Ambassade d'Indonésie | 828 | 849,60 |
| Ministre de l'Enseignement | 829 | 21,80 |
| Nouveau Comité de l'Aide à l'Afrique | 830 | 37,77 |
| M. Irwin H. Brown | 831 | 198,44 |

ANNEXE VIII

| <u>Noms des Donateurs</u> | <u>Reçu No.</u> | (b) <u>Montant</u> |
|---|-----------------|-----------------------|
| Organisation des Etudiants Africains | 832 | 55,49 |
| M. J. S. Mapepe | 833 | 17,65 |
| Directeur de la mise en valeur régionale - Iringa | 834 | 0,29 |
| Directeur de la mise en valeur régionale - Iringa | 835 | 0,29 |
| Secrétaire particulier du Premier Ministre | 836 | 2,94 |
| M. Chris Searle - Combattants de la Liberté du Zimbabwe | 837 | 100,00 |
| Haut Commissaire de la Guyane | 838 | 953,46 |
| " " " | 839 | 953,46 |
| Gouvernement de la République du Libéria | 840 | 347,38 |
| Conseil Supérieur des Sports en Afrique | 841 | 660,50 |
| Don du Gouvernement du Botswana | 842 | 11.738,26 |
| Le Président de l'Association des Etudiants Africains | 844 | 50,98 |
| M. Ali Hassan Rajab - Don à la ZANU, à la ZAPU et au JMC | 915 | 27.375,63 |
| "City College of N.Y." - Programme Tanzanien payable au PAIGC | 845 | 58,82 |
| Commissaire Régional - Iringa | 846 | 10,91 |
| Directeur du Développement régional - Iringa | 847 | 0,29 |
| Président du TYL | 848 | 9,41 |
| M. A. Etua | 850 | 8,17 |
| Sheikh Yegeyege | 851 | 2,94 |
| S.E. M. Fredrick R. Wills | 852 | 10.243,00 |
| Don de l'UNESCO au FRELIMO | 853 | 1.792,34 |
| M. Durbey Crawford-Bay | 854 | 2,05 |
| M. Leah J. Taylor | 855 | 2,05 |
| Gouvernement tanzanien - Nouveau gouvernement du PAIGC | 856 | 59.754,64 |
| Dr. Harold Majer - Nouveau gouvernement du PAIGC | 857 | 29,41 |
| Kijiji Cha Ujamaa - Mazizi | 858 | 1,49 |
| Mwalimu Mkuu Wa Elimu ya Siasa | 859 | 5,88 |
| Dispensaire de Njombe | 860 | 11,76 |
| Membres de la TANU du District de Kilosa | 861 | 221,28 |
| M. Cyprian Kibisa | 862 | 0,88 |
| Ecole Secondaire Kilakala | 863 | 14,14 |
| Mhonda Collège | 864 | 180,32 |
| Association des Etudiants Africains - Californie | 865 | 259,93 |
| Butimba National College | 866 | 17,38 |
| Kivukoni College | 867 | 26,29 |
| Ushirika Tanzania | 868 | 58,82 |
| Jeshi La Kujenga Taifa | 869 | 1,17 |
| Secrétaire général - Comworks | 870 | 76,47 |

ANNEXE VIII

(c)

| <u>Noms des Donateurs</u> | <u>Reçu No.</u> | <u>Montant</u> |
|--------------------------------------|-----------------|-------------------|
| Employés du Musée National | 871 | 11,76 |
| Dr. A. W. Moshy | 872 | 17,00 |
| Cabinet du 1er Vice-Président | 873 | 117,65 |
| Gouvernement des Emirats Arabes Unis | 874 | 214.168,65 |
| Umoja Wa Wanawa, e wa Tanzania | 875 | 1,21 |
| Conseil de l'Université | 876 | 119,88 |
| Asosua | 877 | 26,83 |
| Duka la Ujamaa | 878 | 17,68 |
| M. G. A. Semiti | 879 | 48,82 |
| Développement de la région d'Iringa | 880 | 0,88 |
| Dr. Harold Mayer | 881 | 201,06 |
| Université de Dar-es-Salaam | 882 | 10,47 |
| Développement de la région d'Iringa | 883 | 0,29 |
| M. Irwin Brown | 884 | 208,45 |
| Comité de Libération Panaméricain | 885 | 892,76 |
| Université de Nairobi | 886 | 276,22 |
| Gouvernement chinois | 887 | 205.157,16 |
| | | <u>557.797,27</u> |
| | | ===== |
| | Total | |

Budget de fonctionnement pour la période
du 1er Juin 1973 au 31 Mai 1974

| Nos. | Mouvements de Libération | Crédits ouverts 1973/74 | Dépenses effectives | Solde |
|------|--------------------------|-------------------------|---------------------|------------------|
| 1 | FNLA | 10.500,00 | 10.500,00 | Néant |
| 2 | MPLA | 10.500,00 | 10.500,00 | - |
| 3 | FRELIMO | 17.500,00 | 17.500,00 | - |
| 4 | PAIGC | 17.500,00 | 13.125,00 | 4.375,00 |
| 5 | MLSTP | 6.000,00 | - | 6.000,00 |
| 6 | ANC | 8.749,50 | 8.748,00 | 1,50 |
| 7 | PAC | 1.752,00 | 2.126,00 | (374,00) |
| 8 | ZANU | 13.125,00 | 13.124,00 | 1,00 |
| 9 | ZAPU | 13.125,00 | 13.124,00 | 1,00 |
| 10 | SWAPO | 9.000,50 | 9.000,00 | 0,50 |
| 11 | FLCS | 6.000,00 | 6.000,00 | - |
| 12 | LMD | 6.000,00 | 6.000,00 | - |
| 13 | MOLINACO | 9.000,00 | 9.000,00 | - |
| 14 | SPUP | 10.000,00 | 10.000,00 | - |
| | TOTAL | 138.752,00 | 128.747,00 | 10.005,00 |

=====

ASSISTANCE MATERIELLE

| Nos. | Mouvements de Libération | Crédits Ouverts 1973/74 | Dépenses effectives | Solde |
|------|--------------------------|-------------------------|---------------------|-------------|
| 1. | FNLA | 80.250 | 37.583,63 | 42.666,37 |
| 2. | MPLA | 80.250 | 111.255,32 | (31.005,32) |
| 3. | FRELIMO | 217.500 | 161.191,91 | 56.308,09 |
| 4. | PAIGC | 217.500 | 216.821,51 | 678,49 |
| 5. | MLSTP | 2.000 | 1.392,80 | 607,20 |
| 6. | ANC | 52.500 | 2.373,60 | 50.126,40 |
| 7. | PAC | 15.000 | 7.744,90 | 7.255,10 |
| 8. | ZANU | 60.000 | 26.822,28 | 33.177,72 |
| 9. | ZAPU | 60.000 | 13.840,59 | 46.159,41 |
| 10. | SWAPO | 63.000 | 14.919,60 | 48.080,40 |
| 11. | FLCS | 12.000 | 10.685,45 | 1.314,55 |
| 12. | LMD | 12.000 | 10.543,86 | 1.456,14 |
| 13. | MOLINAGO | 12.000 | 2.327,22 | 9.672,78 |
| 14. | SPUP | 5.000 | 58.086,22 | (53.086,22) |
| | | 889.000 | 675.588,89 | 213.411,11 |

DEPENSES DIVERSES

| | |
|---|------------|
| Centres de formation de l'Afrique de l'Est | 233.390,27 |
| Centres de formation de l'Afrique de l'Ouest | 22.000,00 |
| Traitements des experts militaires | 18.125,64 |
| Indemnités de charge de famille des experts militaires | 1.060,87 |
| Indemnités de logement des experts militaires | 1.633,31 |
| Frais de voyage des experts militaires | 14.737,84 |
| Gratifications des experts militaires | 4.117,65 |
| Indemnités d'installation | 732,06 |
| Régime des prestations médicales | 251,05 |
| Véhicules | 21.189,43 |
| Frais d'opérations bancaires | 310,00 |
| Dépenses diverses | 14.713,00 |
| Construction d'entrepôts (valeur de la retenue) | 3.461,76 |
| Aggrandissement du Bureau | 905,04 |
| Foire Commerciale | 149,05 |
| Contributions du personnel au régime de Sécurité Sociale pour l'année 1972/73 versées à la Banque | 64,33 |

336.841,30 L. Stg.

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

1975-02

Report of the Board of External Auditors on the Accounts of

Organization of African Unity

Organization of African Unity

<https://archives.au.int/handle/123456789/9338>

Downloaded from African Union Common Repository